

Fake news et post-vérité

20 textes

**pour comprendre et
combattre la menace**

Présentation

Compte tenu de l'importance prise ces deux dernières années par l'expression *fake news* (et la notion de post-vérité qui est son corolaire) et compte tenu du danger que représente pour la démocratie ce climat de doute généralisé et de mensonges manipulateurs diffusés sur les réseaux socionumériques, la rédaction de The Conversation France et les experts académiques qui y écrivent ont été très mobilisés pour tenter d'expliquer le phénomène et ouvrir les voies pour le combattre. Le Centre de recherche sur les médiations (CREM, université de Lorraine) a été particulièrement actif sur cet enjeu.

Pour saluer la richesse de ces contributions, et offrir à un large public un condensé de toute cette réflexion utile pour que chaque élève, chaque étudiant, chaque professeur ou documentaliste, et chaque citoyen puisse se défendre face à cette menace, nous avons décidé d'en faire un livre de moins de 100 pages qui se partagerait et se diffuserait facilement et gratuitement.

Cet e-book reprend donc vingt articles parus sur notre site afin d'offrir une synthèse utile à tous en ces temps difficiles pour le fonctionnement de nos démocraties. C'est le second e-book pour TheConversation qui en appellera d'autres.

Que tous les spécialistes qui ont contribué à notre site et accepté de figurer dans ce livre soient chaleureusement remerciés.

Arnaud Mercier

Professeur Université Paris 2 – Assas.

Chercheur associé au CREM, université de Lorraine

Président de TheConversation France

Sommaire

1 Présentation

Arnaud Mercier

4 Chapitre 1 : Cerner les notions et l'usage des mots

5 *Fake news* et post-vérité : tous une part de responsabilité

Arnaud Mercier

10 La post-vérité reflète une époque et marque une nouveauté

Sabrina Tanquerel

13 Le discours médiatique français sur les *fake news*

Angeliki Monnier

17 *Fake news* : de l'instrumentalisation politique d'un terme à la mode

Tourya Guaaybess

21 Chapitre 2 : De lourds défis pour nos démocraties

22 Piratages et manipulations : de serviteur de la démocratie, la technologie numérique devient son fossoyeur

David Glance

25 Le poids excessif de l'algorithme de Facebook dans l'accès à l'information

Nathalie Pignard-Cheynel, Jessica Richard
& Marie Rumignani

30 L'ombre de Moscou plane sur les élections en France et en Allemagne

Cécile Vaissié

34 Le choc Trump : pourquoi nous sommes après la vérité

Claude Poissenot

38 Chapitre 3 : Quelques explications systémiques

39 L'économie politique des *fake news*

Stéphane Grumbach

43 Les relations incestueuses entre *fake news* et publicité

Jean Pouly

46 *Fake news* et complotisme pourquoi une telle accélération

Julien Falgas

50 Loi sur les *fake news* : comment s'en prendre à l'origine du mal

Erwan Lamy & Isabelle Beyneix

54 Chapitre 4 : Explications psychologiques : le poids de notre crédulité

55 « Ce n'est pas la post-vérité qui nous menace, mais l'extension de notre crédulité »

Entretien avec Gérald Bronner

Monique Hirschhorn

59 Post-vérité, paresse cognitive et croyance

Cylien Gibert

63 Fake news, post-vérité et production de l'autorité en ligne

Marcello Vitali-Rosati

68 Chapitre 5 : Comment se mobiliser pour lutter contre le doute généralisé et les manipulations

69 Comment enseigner à l'heure de la post-vérité ?

Michelle Mielly

73 Face aux fake news, réaffirmer le rôle de formation et de recherche des universités

Gilles Roussel

76 Citoyens, journalistes et acteurs du numérique : tous à l'assaut des fake news ?

François Allard-Huver

79 Vérifier les informations face à la dictature de l'instantané

Pierre Memheld

83 Science contre fake news, la bataille est engagée

Boris Chaumette

1.

Cerner
les notions et
l'usage des mots



Fake news et post-vérité : tous une part de responsabilité !

Arnaud Mercier

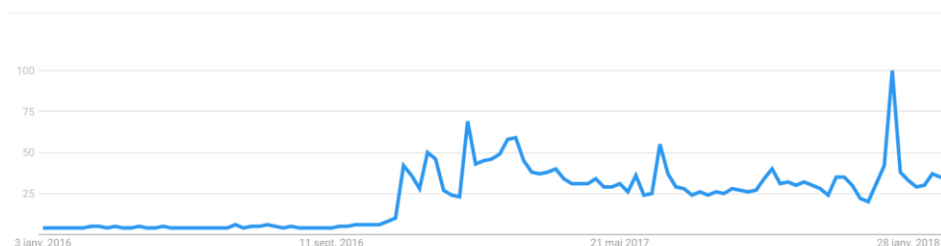
Professeur en Information-Communication, université Paris 2-Assas / IFP, CARISM



Fake news, post-vérité et faits alternatifs, par le dessinateur du journal Le Monde, Xavier Gorce. Reproduit ici avec l'aimable autorisation de l'auteur.

S'il est un terme qui a fait florès en un temps record à partir de septembre 2016, c'est bien celui de « fake news ». En pleine campagne électorale américaine, les partisans de Donald Trump, ceux qui ont su surfer sur son succès à coup de scandales et de déclarations tonitruantes pour faire de l'argent, ou encore des puissances étrangères en mal de déstabilisation, se sont employés à diffuser des informations fausses ou provocatrices pour affaiblir son adversaire (Hilary Clinton).

Ils utilisèrent les réseaux socionumériques comme Facebook, Twitter, 4chan ou encore Reddit, afin de voir se disséminer ces contenus trompeurs présentés à la façon d'une information journalistique. Nos contemporains ont rapidement adopté ce terme car ils ressentent que ce n'était pas juste une manipulation électorale comme d'habitude, que ce n'était pas juste une « false news ». La notion est rapidement devenue populaire, comme en atteste la courbe mondiale de recherche du terme sur Google, avec un pic en janvier 2018, bien après l'élection américaine.



Évolution de la recherche du terme « fake news » dans le monde selon Google trends, depuis le 1er janvier 2016

Définir les fake news

Le *Collins Dictionary* en a fait son mot de l'année 2017 en définissant une fake news comme « une information fausse, souvent sensationnelle, diffusée sous le couvert de reportages ». Mais si on veut traduire en français la nuance entre « false » et « fake », il vaut mieux éviter de parler de « fausses nouvelles » – notion ancienne et usuelle, reconnue légalement dans l'iuscivile loi française sur la presse de 1881 –, mais parler plutôt d'informations falsifiées, d'informations forgées. Elles sont « journalisées », c'est-à-dire conçues pour ressembler à des informations telles que les journalistes les produisent, alors même que les producteurs de fake news sont pourtant très critiques vis-à-vis des médias voire franchement hostiles aux journalistes, souvent insultés par le terme « journalopes ».

Ces créations d'informations falsifiées prennent des formes variées : détournement d'images ou de vidéos pour leur faire illustrer un fait ou un pseudo fait qui n'a rien à voir ; usages de faux comptes pour mettre sous la plume d'une personnalité des propos qu'elle n'a jamais défendus ; « défacement » d'un site d'information avec création d'une adresse URL ressemblante pour publier une information sous le nom d'un journal existant et dans une mise en page trompeuse car hyper-ressemblante ; rédaction de pseudo articles publiés sur des blogs peu crédibles et souvent complotistes qui véhiculent des rumeurs sordides ; création de faux documents censés faire preuve, republiés sur les comptes de réseaux sociaux grâce à l'appui de bots qui automatisent et massifient artificiellement la viralité des messages.

Fake news et post-vérité

Cette notion de fake news est en lien étroit avec une autre notion qui a connu aussi une éclosion spectaculaire en 2016, celle de post-vérité que nous avons déjà eu à définir. Le *Oxford Dictionary* proclama, d'ailleurs, le terme « post-truth » mot de l'année 2016 en le définissant ainsi : « Un adjectif se rapportant ou indiquant des circonstances dans lesquelles des faits objectifs influencent moins l'opinion publique que l'appel à l'émotion et à la croyance personnelle. » Et la rédactrice en chef du *Guardian*, Katharine Viner, encore sous le choc de la victoire du « Leave » au référendum britannique, acquise lors d'une campagne particulièrement

mensongère, déplorait, en juillet 2016, que « à l'ère de la politique post-vérité, un mensonge péremptoire peut devenir roi ». Article auquel un éditorial du New York Times vint faire écho, en se désolant que « ce n'est pas que la vérité soit falsifiée ou contestée, mais qu'elle soit devenue secondaire. »

Les fake news prospèrent donc dans un contexte de crise de confiance généralisée vis-à-vis des « sachants », ceux qui portent une parole de vérité (les journalistes, les professeurs, les experts...) et un climat de doute généralisé puisque les repères sur lesquels étayer un jugement de véracité semblent se dérober sous les pieds de beaucoup d'internautes.

La psychologie plus ou moins complotiste de certains, la propension à la crédulité telle que l'analyse le sociologue Gérard Bronner, sont si ancrées chez certains, que le fait que des sachants fassent un travail de vérification des faits et cherchent à rétablir des vérités contre les rumeurs, devient chez eux la preuve ultime que le mensonge est véridique, car « le système » se défend, cherche à étouffer l'affaire, à nier la réalité, etc.

Quand le rétablissement de la vérité des faits est la preuve ultime du bien-fondé du mensonge, alors il n'y a plus de débat démocratique possible.

Les conditions du débat démocratique menacées

Car le débat démocratique est normalement régi par des règles de la conversation établies par le philosophe du langage britannique Paul Grice : les « maximes conversationnelles » qui fondent la civilité et le vivre ensemble. L'échange conversationnel repose, entre autres, sur un principe de coopération réciproque selon lequel les interlocuteurs s'engagent à reconnaître l'autre comme un partenaire légitime afin de favoriser la poursuite de l'échange.

Faire d'un « sachant » exerçant sa fonction sociale un défenseur d'un « système » fantasmé revient à lui nier toute légitimité à s'exprimer. Le dialogue est aussi implicitement régi par un principe de qualité, dit Grice. Il pourrait se résumer ainsi : ne dites pas ce que vous n'avez pas de raisons suffisantes de considérer comme vrai ou encore : n'affirmez pas ce pour quoi vous n'avez pas suffisamment de preuves. Or si on peut débattre légitimement de l'interprétation des faits, de l'angle sous lequel on peut voir la réalité, la base d'une saine discussion démocratique est de s'entendre sur la matérialité de certains faits avérés.

Un étudiant a-t-il été grièvement blessé, « la tête complètement explosée », « dans le coma », lors de l'évacuation par la police du site de Tolbiac de l'université Paris1 le 20 avril 2018 ? Si oui, est-ce un simple accident ou est-ce le fruit d'un agissement de la police ? Si c'est le cas, est-ce qu'une charge a occasionné sans le vouloir un geste conduisant à l'accident ou est-ce le fruit d'une agression délibérée ? Si rien de tout ceci n'a existé, c'est donc un pur mensonge, une manipulation pour tenter de mobiliser d'autres étudiants, pour rallier des non grévistes à la cause. Ce fut le cas, obligeant ensuite les sites militants qui avaient véhiculé cette fake news à rétropédaler honteusement.

Mais dans ce cas, il ne peut pas y avoir d'entre-deux indéfinissable : ce serait une rumeur colportée de bonne foi qui s'expliquerait par le choc émotionnel des grévistes délogés qui n'auraient fait qu'exagérer des cas de violence policière avérés. De même, si Charles Maurras,

soutien inconditionnel de l'armée française, a justifié la fabrication d'une pièce compromettante contre le capitaine Dreyfus, en la nommant « faux patriotique », c'est bien au détriment de la matérialité des faits : si cette note est frauduleusement forgée de toutes pièces, alors elle n'a pas voix au chapitre dans l'arène judiciaire et le débat démocratique.

Voilà pourquoi la prolifération des fake news, grâce notamment aux réseaux socionumériques, doit être considérée comme un grave symptôme de délitement politique. Le symptôme d'une crise de confiance de nombreux gouvernés vis-à-vis de ceux qu'ils perçoivent comme des élites, des sachants, contre ceux qu'ils vivent comme leur donnant la leçon car prétendant établir les règles du débat démocratique sur la reconnaissance mutuelle de la véracité des faits.

D'où la célébration dans la bouche de certains, y compris de leaders politiques démagogiques, des « faits alternatifs » : façon de voir le monde qui entend s'exempter du principe de réalité au profit d'une fabrication de faits qui servent une cause, qui donnent à voir un fait qui n'existe pas mais pour mieux montrer une réalité trop peu visible pour le grand public qui a donc besoin « d'informations forgées », de fake news pour enfin crever les yeux de tous. La fake news, artifice obligé pour devenir outil d'éveil des consciences, en somme. La justesse d'une cause justifierait alors pleinement ces coups portés au principe de réalité.

Comment en est-on arrivé là ? Tous coupables ou responsables

Évidemment, les historiens nous rappelleront utilement que les manipulations sont vieilles comme l'Antiquité, que le mensonge en politique pullulait déjà avant Internet, que la rumeur est « le plus vieux média du monde ». Mais si le terme fake news a fait florès, c'est qu'il traduit autre chose : un climat politique et technologique singulier où chacun a sa part de responsabilité.

Responsables, les politiciens de tout bord et de tous pays qui ont cru à l'ère de la communication reine que pour être élus ou pour arriver à ses fins, il suffisait juste de fabriquer des mensonges plus gros et plus sophistiqués. Comme l'invention pure et simple qu'il fallait intervenir en Irak à cause d'armes de destruction massive imaginaires, faisant de ces faux récits des armes de communication massive pour embobiner l'opinion publique.

Responsables, également, les « marchands de doute », tous ces communicants et lobbyistes qui foulent aux pieds les chartes éthiques de leur profession et sont prêts à tordre les faits, à nier les acquis de la science pour défendre les intérêts de leurs clients industriels. Comme, par exemple, nier les liens entre cancer et cigarettes (les fameux Tobacco papers). Ou encore nier les effets néfastes du glyphosate sur la santé humaine alors que des documents internes à la firme Monsanto montrent comment la multinationale a fait paraître des articles académiques coécrits par ses employés, mais signés par des scientifiques de renom acceptant des subventions du groupe pour cela. Tout ceci afin de contrer artificiellement les informations dénonçant la toxicité possible du glyphosate.

Responsables, aussi, les journalistes et les médias qui font mal leur travail, qui à coup de

maladresses, de traitements dans l'urgence et sans recul, de mauvaise chasse au scoop, de vérifications insuffisantes, publient des informations erronées, et donc érodent la crédibilité de l'ensemble de la profession en contribuant à la malinformation. Y compris en digérant mal des publications scientifiques, via une vulgarisation hasardeuse.

Responsables, bien sûr, les plateformes de réseaux sociaux comme Facebook qui n'a jamais lutté spontanément contre les fake news. Elle a laissé s'installer une économie politique des fake news dont la firme tire profit. En effet, sur les réseaux socionumériques ces contenus sont plus partagés que ceux sérieux et avérés, au point que des petits malins peuvent gagner de l'argent en fabriquant ces contenus mensongers, comme ces étudiants macédoniens qui ont inondé Facebook de fake news pro-Trump juste pour arrondir leur fin de mois.

Responsables, également, les chercheurs en sciences sociales qui poussent jusqu'à l'absurde la théorie pourtant stimulante de la « construction sociale de la réalité » héritée de P. Berger et T. Luckmann. Ce qui aboutit à un relativisme consternant, où un corps inerte sans activité cérébrale et sans battement de cœur ne serait pas mort tant que cela ne viendrait pas à se savoir socialement, où il n'existerait aucune différence biologique objective de sexe, etc.

Responsables, ces sites d'information parodiques, comme le très drôle Gorafi ou The Onion, par exemple, qui à force de jouer avec les codes des énoncés journalistiques contribuent (malgré eux, certes) à créer une sorte de zone tampon entre l'information journalistique de qualité et les fake news. Une zone grise qui contribue à douter des informations en général : est-ce vrai ou bien s'agit-il d'une parodie ?

Responsables, bien sûr, les militants politiques, le plus souvent aux extrêmes, comme ceux couramment rassemblés sous le vocable de fachosphère, qui diffusent des mensonges pour alimenter leurs discours de haine et xénophobes, en se vantant – c'est un comble – de présenter la véritable information, impudemment qualifiée de « réinformation ».

Responsables, aussi, les puissances étrangères, telles la Russie ou la Corée du Nord, qui ont construit des usines à trolls pour inonder les pays de mensonges ou de messages payés, véritable stratégie informationnelle visant à polariser et à fracturer nos sociétés, afin de défendre leurs intérêts géopolitiques.

Responsables enfin, moi, toi, vous, nous, qui avons cédé un jour ou l'autre à la tentation de liker ou de partager un contenu douteux parce que « on ne sait jamais, c'est peut-être vrai », parce que « si c'est pas vrai c'est quand même rigolo », parce qu'on a cliqué sur le bouton partage sur la seule foi du titre, sans même ouvrir le lien ; parce que sous le choc de l'actualité (attentats par exemple) on est déboussolé, on perd ses réflexes critiques et on cède à la tentation du spectaculaire ou de l'émotionnel.

Tous coupables, donc, il revient à chacun d'agir et lutter sans relâche, chacun avec ses moyens, contre la société du doute, fumier sur lequel s'enracinent les fake news pestilentielles.

[Publié le 13 mai 2018]

La post- vérité reflète une époque et marque une nouveauté

Sabrina Tanquerel

Enseignant-chercheur en Management des Ressources Humaines -
Laboratoire Métis, École de Management de Normandie



Deux des figures de proue de l'ère de la poste-vérité: le britannique Nigel Farage et Donald Trump, le 24 août 2016, dans le Mississippi. Jonathan Bachman / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / AFP

Il y quelques semaines, le 16 novembre 2016 précisément, les dictionnaires Oxford ont décerné au terme « post-vérité » (« post-truth » en VO) le titre de « mot de l'année ». Cet adjectif a été sélectionné pour représenter l'air du temps de l'année 2016. Le terme serait devenu récemment « un pilier du commentaire politique ». Il peut aussi s'appliquer à d'autres domaines, comme celui des affaires et de l'entreprise. Le scandale des moteurs diesel truqués de Volkswagen pourrait en être par exemple une illustration appropriée.

Selon la définition des dictionnaires, cette expression qualifie « des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles ».

Selon leurs statistiques, l'occurrence du mot « post-vérité » a augmenté de 2 000 % entre 2015 et 2016. Un chiffre qui s'explique en grande partie par le faible usage de ce mot avant les retentissants résultats du Brexit et de l'élection américaine.

La marque de notre époque ?

Le terme n'est pas si nouveau, mais son usage reste anglo-saxon. Une des premières utilisations de ce néologisme remonte à un livre de Ralph Keyes de 2004 intitulé « L'ère de la post-vérité » (The Post-Truth Era : Dishonesty and Deception in Contemporary Life), dans un contexte politique marqué par les attentats terroristes du 11 septembre 2001 et les justifications mensongères de l'Administration Bush sur l'invasion irakienne.

En 2005, l'humoriste américain Stephen Colbert l'a popularisé sous un autre nom, celui de « truthiness ». Ce terme se réfère à l'idée d'une vérité subjective, propre à chaque individu et qu'il est possible de considérer une chose pour vraie sur la base de simples présupposés affectifs, sans jamais tenir compte des faits susceptibles de la contredire.

L'expression « post-vérité », d'apparence conceptuelle, renvoie donc à une réalité bien concrète : les individus seraient aujourd'hui moins influencés par les faits objectifs que par les messages et affirmations fantaisistes, tapageurs, parfois mensongers de leurs dirigeants. En d'autres termes, c'est « l'émotion avant les faits ». En juillet 2016, le Washington Post avait calculé que 70 % des déclarations de Trump déformaient la réalité ou étaient fondées sur du pur mensonge. Un chiffre qui ne l'a pourtant pas empêché d'être élu Président. Alors, la vérité n'est-elle plus une priorité ?

Surabondance d'informations

L'exigence de vérité semble en effet perdre du terrain et revêtir une importance de plus en plus secondaire. Les propos mensongers se banalisent, s'oublient et surtout, ne sont plus sanctionnés. À l'inverse, ils peuvent être perçus parfois comme un outil de questionnement et de confrontation vis-à-vis des élites dirigeantes, exprimant la méfiance croissante vis-à-vis des faits présentés par « l'establishment ».

Ce contexte est alimenté par la montée en puissance des réseaux sociaux en tant que source d'information. Ceux-ci sont de plus en plus consultés, relayés au détriment des médias institutionnels : 62 % des Américains s'informeront ainsi quotidiennement sur ces réseaux. Les informations qui s'y trouvent ne sont pas toujours exactes, mais elles sont immédiatement reprises et passent souvent pour des vérités. L'on peut s'en inquiéter d'autant plus que leurs usagers reçoivent une information sélective, élaborée par des algorithmes (c'est le cas de Facebook), adaptée à leurs profils et conforme à leurs croyances.

Avec les réseaux sociaux, le relativisme et l'horizontalité des sources remplacent le monopole journalistique de l'information. La difficulté réside aujourd'hui en un savant dosage entre une surabondance de faits (avec une multiplicité de sources, de méthodes) et le maintien de ses capacités de discernement et d'analyse parmi des informations souvent présentées comme équivalentes. Cette surabondance doit résolument s'associer à une nécessité de comprendre, décoder, contraster et aiguiser son regard critique.

La société de l'hypercommunication

Ce débat a finalement le mérite de renvoyer à des questionnements plus philosophiques sur la nature de la vérité : la vérité est-elle universelle ? La vérité est-elle plurielle ? Peut-elle être subjective ?

De nombreux philosophes se sont penchés depuis des millénaires sur ces questions. La science s'interroge depuis des siècles sur la manière d'appréhender et d'expliquer le monde et d'atteindre la vérité. Elle a recours à l'épistémologie pour modéliser ces incertitudes. Le positivisme défend l'idée d'une vérité absolue et objective tandis que le constructivisme affirme une réalité relative et subjective. Mais ces réflexions semblent s'éloigner de plus en plus des priorités d'une société basée sur l'hypercommunication, la consommation effrénée et la mise en scène des égos sur la toile.

Le choix de ce mot par les dictionnaires Oxford ne doit pas rester anecdotique : la post-vérité reflète bien une époque et marque une nouveauté. Ce qui est nouveau, ce n'est pas que la vérité soit falsifiée, manipulée ou contestée (somme toute, elle l'a toujours été, tout au long de l'histoire), mais qu'elle soit devenue aujourd'hui secondaire pour beaucoup d'entre nous dans la construction de nos opinions. Et ce désintérêt croissant devrait plus nous inquiéter.

[Publié le 12 février 2017 sous le titre original :
« Quand l'exigence de vérité devient secondaire »]

Le discours médiatique français sur les *fake news*

Angeliki Monnier

Professeure en Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Lorraine
chercheuse au Centre de recherche sur les médiations (CREM)



La figure de la journaliste imaginée. Mark Anderson/Flickr, CC BY

Le phénomène de la désinformation n'est pas nouveau. Bien avant l'apparition de la problématique des fake news, les questions liées aux contenus « piégés » (propagande, rumeurs, hoaxes, trolls, etc.) avaient attiré l'attention des analystes des médias. Mais depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis le 8 novembre 2016 – et dans le sillage du Brexit, bien sûr –, on peut parler d'un vrai engouement pour ce sujet, observable aussi bien dans la presse traditionnelle, en ligne et hors ligne, que dans les réseaux sociaux, et cela au-delà du territoire américain.

De quoi parlent les articles liés aux fausses informations ? L'observation exploratoire des discours médiatiques français pendant les deux premiers mois qui ont suivi l'élection présidentielle américaine, a conduit à identifier trois référents.

Une première série d'articles relate des incidents dus à la circulation d'informations erronées. Ce sont des textes descriptifs liés aux usages des fake news. On trouvera des sujets tels que « L'attaque contre Vinci » ou bien le « Pizzagate ». Il s'agit de présenter le parcours et les effets – immédiats et tangibles – d'une rumeur en ligne, d'une information malintentionnée. En effet,

« rapporter » ce qui se passe dans le monde constitue l'un des objectifs principaux du journalisme.

Une deuxième série de textes focalise davantage sur les mesures entreprises par les médias – notamment sociaux – pour combattre les fausses nouvelles. La démarche est liée à une interrogation sous-jacente sur la régulation du système médiatique. Les réseaux sociaux et notamment Facebook sont beaucoup cités, ainsi que d'autres géants de l'Internet, tel que Google.

Enfin, une dernière série d'articles propose des analyses du phénomène, de ses causes et surtout de ses répercussions pour les sociétés contemporaines. L'angle est plus distancé, le ton plus grave, souvent spéculatif, l'approche réflexive.

Quels sont les protagonistes de l'univers narratif des fake news ?

Contrairement à une acceptation courante qui associe le récit à la fiction et à ses personnages, tout discours peut être analysé en tant que façon de raconter un phénomène social voire un problème public. Cette démarche consiste, entre autres éléments, à identifier les « acteurs » qui forment le récit, à savoir les protagonistes humains et non humains qui endossent des rôles positifs ou négatifs et forment la réalité relatée. On appelle ceux-ci actants. Quels sont les actants mobilisés lorsque la presse française parle des fake news ? Quel est l'univers narratif qui en résulte ?

Ce sont d'abord les médias, surtout les réseaux sociaux (Facebook) mais aussi les dispositifs technologiques de manière plus large (Google), qui émergent en tant qu'acteurs « malgré eux », déterminant l'émergence et la prolifération des fake news de par leur fonctionnement technique (le principe des algorithmes) et les logiques économiques qui les sous-tendent. La question de savoir si les réseaux sociaux constituent des médias, sujets à des logiques éditoriales et par conséquent responsables des contenus qu'ils publient, se trouve au cœur des débats.

Néanmoins, les analyses pointent aussi le rôle malveillant des fabricants des messages ou de ceux qui profitent de leur propagation ; ce sont à la fois des acteurs d'« en haut », notamment politiciens visant à discréditer leurs adversaires, souvent censés émaner des cercles de l'extrême droite. Ce sont aussi des acteurs d'« en bas », des personnes anonymes, tels les jeunes macédoniens ou géorgiens, qui cherchent à en profiter financièrement, créant et diffusant des informations erronées mais susceptibles de générer des clics.

Enfin, ce sont les usagers eux-mêmes qui contribuent à l'étendue du phénomène de fake news, de par leur incrédulité, leur irresponsabilité ou bien leur indifférence. Malgré souvent de bonnes intentions, l'approche affective à travers laquelle les humains abordent la réalité et l'information, la recherche de valorisation et de pouvoir (empowerment), ainsi que le phénomène des bulles « filtrantes », amplifiées au sein des réseaux sociaux, restreignent les horizons au lieu de les ouvrir.

Le processus de communication totalement fragilisé

Premier constat au vu de ces éléments : le phénomène des fake news concerne à la fois toutes les instances du schéma de communication traditionnel : les messages, les émetteurs, les récepteurs, les canaux. Le processus communicationnel, en tant que fondement de ce que l'on appelle le « vivre ensemble » est perturbé dans sa totalité.

Deuxième observation : tous les protagonistes évoqués jusqu'ici s'avèrent être des opposants (au sens actantiel du terme) à ce processus : les politiciens qui diffusent de fausses informations à des fins idéologiques, les anonymes qui les fabriquent à des fins pécuniaires, les publics qui les consomment dans la crédulité ou l'indifférence, les médias qui, de par leurs logiques et caractéristiques de fonctionnement, « laissent faire ».

Troisième remarque : les seuls acteurs à pouvoir remédier aux problèmes engendrés par les fake news sont les journalistes et les propriétaires (voire administrateurs) des réseaux sociaux. Le devoir des premiers de promouvoir un journalisme de qualité, un journalisme d'investigation, est souligné. En même temps, les réflexions concernent le rôle des plateformes de publication en ligne, telles que Facebook ou Twitter, dans la dissémination de l'information.

C'est autour de cette configuration discursive qu'émergent deux utopies liées à l'information que le récit français des fake news continue à alimenter.

Les utopies de la « société de l'information »

La première utopie est celle liée au rôle des journalistes. Comme s'il était hors du système médiatique, le journaliste est censé constituer le garant de la vérité et de l'objectivité, sans être affecté par les dysfonctionnements et les enjeux liés à la production et la circulation de l'information. Les injonctions concernant son devoir à lutter contre toute désinformation – bien qu'elles s'inscrivent dans le cadre éthique de la pratique journalistique – reproduisent aussi des fantasmes autour d'un journalisme d'investigation, remède aux maux de la société et aux failles du système médiatique. En même temps, les mutations du champ journalistique, marqué par la précarité, la fragmentation, le besoin d'immédiateté et d'audience, de clics et de profits, etc., rendent ce travail d'investigation de plus en plus difficile. Loin de sous-entendre que le devoir de vérité est une chimère, il s'agit de rappeler que la multitude de paramètres qui forgent le système médiatique et les contraintes dans lesquelles les journalistes évoluent rendent cette tâche complexe ; et de signaler au passage qu'il n'est pas certain que l'accent mis sur les promesses d'un journalisme d'investigation serve l'image du journaliste au quotidien, souvent considéré ne pas être à la hauteur de sa mission.

La deuxième utopie concerne le pouvoir des médias. Grand sujet de débat depuis des décennies, le paradigme des médias superpuissants a tendance à occulter le rôle des citoyens dans la formation de ce que l'on appelle couramment les opinions publiques. De la « communication à deux temps », à la « théorie des usages et des gratifications » en passant par la « spirale du silence », etc., plusieurs travaux mettent en lumière les limites du pouvoir des médias. Si dans le domaine savant ces derniers constituent des acquis épistémologiques, les narrations grand public semblent reproduire le modèle linéaire de l'information. Des questions fondamentales semblent alors moins débattues dans les discours mainstream médiatiques. Quelles sont les

raisons qui conduisent les gens à adhérer aux fake news ? A-t-on atteint les limites de l'idéal démocratique ? Quel est l'impact réel du fact-checking ? La lutte contre des fake news ne passe pas aussi, voire d'abord, par une meilleure éducation aux médias et aux nouvelles technologies ? Le débat reste bien sûr ouvert.

[Publié le 12 février 2017 sous le titre original :

« Mise en récit des fake news et
utopies de la société de l'information »]

Fake news : de l'instrumentalisation politique d'un terme à la mode

Tourya Guaaybess

Maître de conférences en Sciences de l'Information et de la Communication,
chercheuse au CREM, Université de Lorraine



Attrail pour Halloween, automne 2016. Mike Mozart/Flickr, CC BY

« Fake news » est devenu un terme très à la mode. Plusieurs raisons ont été énoncées pour expliquer son succès et, notamment, les « fake news » lancées par Donald Trump pour décrédibiliser sa rivale Hillary Clinton lors de la présidentielle de 2016. L'expression importée a fait florès en France au moment du scrutin présidentiel par le truchement des intox du Front national sur le candidat Macron.

La focale placée sur les usages stratégiques de la désinformation sur les réseaux sociaux s'est déplacée sur tout ce qui n'était pas une information fiable. Cela a cristallisé des craintes légitimes, mais peut-on vraiment combattre, avec un même outil, la projection que chacun se fait de l'expression « fake news » ? À qui et comment s'imposera la loi « contre les fake news » ? Et qu'ajoutera-t-elle de nouveau aux lois existantes ?

La baudruche de la « fausse information »

En économie, on a connu les « bulles » : les actionnaires par mimétisme ont investi là où d'autres ont investi comme un seul homme sur une valeur boursière qui grossit, grossit... avant de chuter. Ils finissent par se réveiller avec la gueule de bois en se demandant pourquoi avoir tant misé sur une valeur finalement évanescence.

L'inflation dans le débat public de l'usage de l'expression « fake news » – un nouvel habillage pour qualifier des phénomènes informationnels différents – n'est-elle pas vouée, elle aussi, à revenir à sa juste proportion ?

Toutes les analyses s'accordent sur le fait que l'usage de ce terme importé d'outre-Atlantique ne dit rien d'inédit : les rumeurs ou la désinformation ont été largement documentées par les sciences sociales, notamment en sciences de l'information et de la communication.

Sans nier des réalités bien tangibles derrière cette taxinomie, il n'est pas inutile de participer à percer la baudruche qu'est l'expression de « fausse information ». Énumérons trois domaines dans lesquels a été greffée cette expression passe-partout.

La désinformation comme stratégie politique, voire comme tactique politicienne

Les exemples de la diffusion d'intox par Donald Trump, ou par le Front national lors des élections présidentielles en sont caractéristiques. C'est aussi ce à quoi se livreraient certains médias russes, selon le Président français.

Les propos diffamatoires présents dans les réseaux sociaux peuvent être sanctionnés par la loi, contrés par un contre-discours, mais peut-on les prévenir à la façon de *Minority Report*, la nouvelle futuriste de Philip K. Dick, adaptée par Steven Spielberg ? Cette histoire est une fiction, précisément parce qu'elle nous renvoie à une société où les hommes sur le point de commettre un méfait seraient appréhendés avant de passer à l'acte.

N'est-il pas pertinent d'écouter ceux qui plaident en faveur du développement d'un regard critique des récepteurs (les émissions telles que « Arrêt sur images » sont trop rares) et de mettre au cœur des débats l'éducation aux médias que beaucoup appellent de leurs vœux aussi bien à l'école qu'à l'université.

La désinformation fondée sur des croyances sectaires ou des approches complotistes

Pas une nouvelle d'importance n'est diffusée sans passer par le filtre des thèses complotistes. Cela doit être pris au sérieux, même si la fréquentation des sites complotistes en France est volatile et ne touche qu'une minorité, soit moins de 1 % des personnes en ligne (contre 19 % de fréquentation pour le journal le Monde.fr), comme le montre une récente étude de Reuters Institute de l'université d'Oxford.

Surévaluer ce phénomène est contre-productif : c'est la critique qui a été faite de la

médiatisation dramatisée d'un sondage Ifop pour la fondation Jean-Jaurès et le think tank Conspiracy Watch. Les théories complotistes qui ont été abordées dans le cadre de ce sondage datant de janvier 2018 – la terre serait plate, la CIA serait derrière l'assassinat de JFK, le 11 Septembre aurait été organisé par le gouvernement américain, sans oublier les thèses négationnistes... – sont hétérogènes, et devraient être traitées chacune comme une problématique spécifique plutôt que sous l'appellation générique de fake news.

Les théories du complot n'appartiennent-elles pas, en effet, à différentes catégories ? Remettre en question la théorie de l'évolution de l'espèce est une chose, penser que les industries pharmaceutiques sont systématiquement de mèche avec les pouvoirs publics en est une autre, forger des théories démentes autour d'une catégorie de la population pour attiser la haine en est encore une autre, autrement plus menaçante.

Rappelons que les propos racistes et antisémites sont réprimés par la loi. Comment combattre sans interdire les théories les plus farfelues ? Comment, dans une démocratie, concilier la liberté d'expression et respect d'autrui ? Ce n'est pas en relookant les théories complotistes en « fake news » qu'on répond à cette vieille question.

La désinformation, le plus souvent involontaire, de journalistes manipulés ou pressés

Le cas des faux charniers de Timisoara est un cas d'école, les manipulations des journalistes sur les théâtres de guerre sont nombreuses et, plus prosaïquement, on pourrait multiplier à l'envi les exemples d'informations diffusées trop rapidement, telle l'annonce du décès de célébrités... Du point de vue du journaliste, ces informations fausses, dommageables, sont moins causées par une volonté de désinformer que par la vitesse de circulation de l'information dans le contexte libéral d'une course au scoop.

Un mot valise, qui permet de disqualifier

On l'aura compris importer l'expression « fake news » en anglais dans le texte permet à moindres frais d'embrasser des phénomènes composites. Le préalable nécessaire est donc de purger ce mot valise afin de sérier les sens donnés à cette expression et, in fine, de réfléchir aux moyens de faire face aux diverses formes de désinformation.

Plus fondamentalement c'est aussi parce que son usage peut être instrumentalisé que l'on peut être circonspect. L'un des usages les plus discutables de l'expression est celui qui vise à mettre en doute une information en la taxant de « fake news » : c'est expéditif et potentiellement efficace dans la mesure où l'énonciateur de l'information est sommé de se justifier. Taxer une information déplaisante de « fake news », disqualifier à moindres frais le travail journalistique est une stratégie populiste.

L'exemple idéal-typique reste celui de Trump quand il accuse les journaux de publier des « fake news ». C'est non sans humour que le New York Times nous informe que, cette année, des « fake news awards » ont été décernés par Trump à la chaîne ABC, au *Washington Post*, au *Time*, à *Newsweek* ou au *New York Times* lui-même.

Pour un code de bonne conduite

La bonne fortune de l'expression est aussi instrumentalisée par les tenants d'une régulation du net. Comme lorsqu'on parle du schmilblick, il convient de préciser de quoi on parle quand on évoque les fake news.

Ainsi, les décideurs politiques, notamment dans les régimes autoritaires, arguent de cette volonté de combattre les fake news pour faire taire les médias. Le régime égyptien, par exemple, a surfé sur la tendance en fermant 21 sites d'information accusés de soutenir le terrorisme ou de diffuser des fake news (akhbar wahmia). On trouvera parmi les sites web bloqués, le site d'Al-Jazeera mais aussi celui d'un journal d'information indépendant et progressiste comme MadaMisr.

La régulation de l'Internet est un débat aussi vieux que le web, opposant les libertaires du net (ceux qui défendent sa neutralité) et les partisans d'une régulation. Ces derniers ont-ils intérêt à fonder leurs arguments- ou une loi- sur un terme aussi vaporeux ?

Ne peut-on pas définir un code de bonne conduite à destination des professionnels du service public et du personnel politique dans les médias numériques ? Les acteurs politiques se servent abondamment des médias numériques et notamment des réseaux sociaux, tout comme le citoyen ordinaire. Toutefois, l'intervention de ces premiers dans le débat public, via les réseaux sociaux, peuvent être plus fâcheux quand ils sortent de leurs prérogatives, à l'instar de Trump et de ses inénarrables tweets.

Heureusement plus rares en France, on pense à des ministres tweetant un avis sur la sélection d'un joueur de football, ou sur le protagoniste d'un procès en cours. A priori, ils sont tenus par un droit de réserve... ou, pour le dire autrement, par une certaine autocensure.

Poser les règles de l'expression des personnes en responsabilité publique dans les médias socionumériques, comme l'ont fait les journalistes, c'est poser la question de l'exemplarité par rapport à la diffusion d'information. On ne peut exiger du citoyen ordinaire qu'il maîtrise à ce point sa communication. C'est peut-être cette dissymétrie qui, finalement, est difficile à penser.

[Publié le 11 février 2018]

2.

De lourds défis pour
nos démocraties



Piratages et manipulations : de serviteur de la démocratie, la technologie numérique devient son fossoyeur

David Glance

Director of UWA Centre for Software Practice, University of Western Australia



La puissance nouvelle de l'intox numérique. [Pixabay](#)

La démocratie est entrée dans une nouvelle phase avec le piratage informatique orchestré par des états étrangers et des histoires inventées partagées sur les réseaux sociaux visant à salir la réputation des partis politiques.

Désinformation numérique

Les entreprises de réseaux sociaux ont jusqu'ici été en grande partie incapables, ou peu enclines, à intervenir, alors que la dissémination de fake news est pour la plupart le fait de logiciels automatisés qui postent des tweets sur Twitter.

Les élections présidentielles françaises n'ont pas non plus échappé à ces « campagnes d'informations » mal intentionnées suite au piratage du mouvement du candidat le mieux placé, Emmanuel Macron. La semaine dernière, neuf gigaoctets de mails, de fichiers et de photos se sont retrouvés sur l'Internet. Ces mêmes élections ont connu leur lot de fake news telles que l'assertion reprise par la leader du Front National, Marine Le Pen, que son adversaire possédait un compte numéroté au Bahamas. L'accusation serait née sur la tristement célèbre messagerie

4chan dont le peu de crédibilité n'a pas empêché la leader frontiste de la citer dans le but, à tout le moins, de la faire relayer par la presse grand public et les réseaux sociaux.

De troubles motivations

Ce qui est étrange dans ces mails piratés est le moment de leur divulgation, soit juste avant le début de la période d'embargo qui interdit aux candidats à la présidentielle de communiquer ou de faire état de quoique ce soit qui pourrait être considéré comme de la propagande électorale. Du fait que les fichiers contiennent des mails datant du 24 avril 2017, les pirates auraient pu les divulguer, et ce de façon éventuellement plus efficace, bien avant la date choisie.

Cette action tardive ajoutée à l'embargo médiatique signifie que son impact sur les élections aura été minime. Wikileaks a déjà annoncé que les métadonnées des documents piratés incluaient de l'écriture cyrillique et mentionnaient le nom d'un employé de l'entreprise de sécurité sous-traitée par le gouvernement russe, Evrika, suggérant une éventuelle implication des Russes.

A l'heure actuelle, toutefois, il est impossible de conclure grand-chose quant à l'authenticité des données ou quant à qui pourrait être derrière ce piratage et sa divulgation. Les empreintes électroniques, telles que celles retrouvées sur les métadonnées des fichiers publiés, ne représentent pas, à elles seules, des preuves suffisantes pour établir l'identité des auteurs.

La présence de métadonnées en cyrillique accompagnées de noms liés aux services de sécurité fédéraux russes (FSB) aurait tout aussi bien pu être une tentative de services de sécurité d'autres nations pour impliquer et discréditer la Russie. De fait, cette dernière hypothèse pourrait expliquer la publication des dossiers à la dernière minute quand elle aurait le moins de chance d'avoir un impact majeur sur le résultat des élections.

Les réseaux sociaux, machine de guerre

Quel qu'en soit le responsable, le Front National et les militants d'extrême-droite en France et aux USA ont vite tenté d'exploiter cette affaire sur Twitter en en faisant brièvement un brûlant sujet d'actualité. Ceci est néanmoins une leçon pour les élections futures et ceux qui y participent sur la domination de la technologie sur les processus politiques.

Tout d'abord, les réseaux sociaux qu'on a longtemps considérés comme le support de la véritable expression démocratique du peuple, est devenu un bourbier de désinformations, que des logiciels appropriés manipulent facilement. Deuxièmement, produire des fake news avec photos et fichiers falsifiés à l'appui est devenu une autre tactique commune que quiconque veut influencer une issue électorale peut utiliser. Troisièmement, il est sûr et certain que les partis politiques seront piratés dans l'avenir et qu'ils ne peuvent pas faire grand chose pour empêcher cela.

Comment réagir ?

Faire face à cette nouvelle réalité politique ne va pas être facile, mais au moins, il ne va pas être difficile de persuader les gouvernements et partis politiques d'intervenir pour éviter que le processus démocratique ne soit entièrement subverti.

La première mesure que les gouvernements pourraient prendre serait de forcer les entreprises de réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter à s'occuper des robots automatisés, les *bots*, qui sont responsables d'amplifier la diffusion de la désinformation. Sur le plan technique, la chose n'est pas compliquée à mettre en place et on comprend mal pourquoi ces plateformes ne l'ont pas encore fait. Empêcher que les communications des partis politiques ne soient piratées va, en revanche, être une tâche impossible.

Par exemple, l'hameçonnage par mail (*phishing*) est devenu de plus en plus sophistiqué comme l'a montré la vague récente ciblant des utilisateurs de Google Docs, qui a donné du fil à retordre même aux usagers à la pointe de la technologie. Ceux qui travaillent pour les partis politiques vont devoir mieux se discipliner en effaçant scrupuleusement mails et fichiers qui contiendraient la moindre chose susceptible de créer des problèmes s'ils étaient rendus publics. Le cryptage est fortement recommandé pour les documents devant être absolument gardés secrets.

Pour finir sur une note plus optimiste, il semblerait que les fake news perdent de leur puissance au fur et à mesure que le temps passe. Du fait que ce phénomène est désormais bien compris signifie que la désinformation est repérée et contrée avant même d'avoir eu quelque impact. Le grand public est en train d'apprendre à rejeter les sources d'information non fiables.

Et puis, il y a aussi le phénomène d'accoutumance. Devant une succession ininterrompue de déclarations farfelues sur les réseaux sociaux, les citoyens pourraient tout simplement arrêter d'y prêter attention.

NB : Cet article a été publié à l'origine sur le site The Conversation Australia

[Publié le 12 mai 2017]

Le poids excessif de l'algorithme de Facebook dans l'accès à l'information

Nathalie Pignard-Cheynel, Jessica Richard, Marie Rumignani

Professeure assistante, Académie du journalisme et des médias, Université de Neuchâtel & Assistantes-doctorantes en journalisme numérique, Université de Neuchâtel



Depuis juin dernier, Facebook compte 2 milliards d'utilisateurs dans le monde. Pixabay, CC BY-SA

Le *news feed* (fil d'actualité) de Facebook célèbre ses onze ans avec deux milliards d'utilisateurs. Pourtant, beaucoup de mystères et de polémiques entourent son fonctionnement. Pour aider nos étudiants à mieux comprendre cette boîte noire, nous avons mené une expérimentation pédagogique inédite, au sein de l'Académie du journalisme et des médias de l'Université de Neuchâtel.

Comment Facebook opère sa sélection parmi des milliards de contenus pour nourrir le fil d'actualité de chacun de ses utilisateurs ? Entre modifications incessantes et débats autour de ses effets (bulle filtrante, fake news, etc.), l'algorithme de Facebook demeure opaque et lointain. Un sondage auprès des étudiants de notre école de journalisme confirme cette impression. La totalité des premières années de Master possède un compte Facebook, le consulte plusieurs fois par jour et 90 % déclare l'utiliser pour accéder à de l'information (comme près de la moitié des Américains). Et pourtant, quasiment aucun de nos étudiants n'avait déjà cherché des informations sur le fonctionnement du *news feed ranking algorithm* (c'est son nom).

Comme formateurs, il nous paraît indispensable que de futurs journalistes puissent mesurer les effets, puissants et complexes, de l'action des algorithmes sociaux sur la diffusion de l'information. Que ce soit pour se prémunir des impacts de la bulle filtrante (principe selon lequel les réseaux sociaux nous exposent prioritairement à des contenus conformes à nos idées) ou pour juguler la propagation des fake news à l'ère de la « post- vérité ».

Trois défis ont guidé notre réflexion :

- l'allant de soi : comment transformer une pratique quotidienne, intégrée et aussi évidente que l'utilisation de Facebook en un questionnement ?
- l'invisible : comment rendre intelligible la boîte noire que constitue l'algorithme de Facebook ?
- le fatalisme : comment lutter contre la sensation d'impuissance face à la complexité de cet objet ?

Dans la peau d'un militant

Lancée en février 2017, l'expérimentation ne pouvait trouver terrain plus favorable que l'élection présidentielle française. Quelques mois après le vote du Brexit et l'élection de Trump, elle cristallisait, à un niveau international, les interrogations et critiques sur le rôle de Facebook dans l'information des citoyens, la propagation de fake news et la polarisation du débat politique.

Le terrain de jeu étant trouvé, il fallait maintenant définir le cadre et les règles. Voici résumé en six points l'essentiel du protocole :

- la classe a été répartie en huit groupes : chacun incarnait un profil, au travers d'un « faux » compte (temporaire), correspondant à une orientation proche d'un ou une candidate de la campagne présidentielle : François Fillon, Benoît Hamon, Marine Le Pen et Emmanuel Macron (protocole élaboré en janvier 2017 avant l'ascension dans les sondages de Mélenchon). Afin de renforcer la dimension comparative, chacun des profils a été doublé avec une variation sur le sexe. De plus, l'équipe encadrante a créé deux comptes de contrôle neutres ;
- tous les groupes se sont abonnés à une même liste de 50 médias. Cet échantillon comprenait à la fois des pages de médias d'information mais également de sites de « buzz » ou encore de sites partisans, fortement engagés, y compris associés à la mouvance des fake news ;
- les seuls amis acceptés étaient les sept autres comptes participant à l'expérimentation ainsi que les deux comptes de contrôle ;
- quotidiennement, pendant six semaines, et via une connexion privée (pour éviter les interférences avec la « vraie » vie numérique des participants), les étudiants ont mené des actions sur leur profil fictif, en lien avec leur rôle (des likes, des partages de liens, des commentaires, etc.) et en fonction des hypothèses qu'ils voulaient vérifier (par ex : si je like toujours le même média, celui-ci supplantera-t-il tous les autres dans mon *news feed* ?) ;

- durant les quatre premières semaines, les groupes ont dû suivre drastiquement un protocole précis. Les deux dernières, ils ont eu carte blanche pour aller plus loin et tester d'ultimes hypothèses en sortant du cadre établi. Certains ont ainsi « trahi » leur candidat (un militant Hamon a basculé chez Mélenchon), d'autres ont suivi de nouveaux médias voire ont ajouté des pages de candidats, de partis politiques ou intégrés des groupes ;
- chaque semaine, pendant le cours, un temps commun de discussion et d'échange permettait de faire le point sur les résultats, les questions, les hypothèses, les étonnements. Et de réaliser d'éventuels ajustements pour la semaine suivante.

Décortiquer l'algorithme

Au terme de l'expérimentation, les étudiants ont pu identifier certains ingrédients de la recette du *news feed ranking algorithm*. Si ces résultats ne révèlent pas en soi de surprises majeures par rapport à des expériences similaires effectuées ces derniers mois (comme celle de Radio Canada ou de Libération), ils ont permis aux étudiants de prendre conscience de manière très concrète du poids de l'algorithme de Facebook dans l'accès à l'information.

Les amis et les groupes davantage valorisés que les médias

Même si les comptes « amis » étaient limités aux huit de l'expérimentation, leurs contenus se trouvaient le plus souvent en première position dans les *news feed* de chaque profil (devant ceux des pages médias). Plus intéressant, l'autre groupe supportant le même candidat (et donc partageant les mêmes idées et contenus), était généralement davantage mis en avant que les autres, confirmant le phénomène de bulle filtrante.

Un résultat qui démontre l'importance de la communauté : les publications des amis sont largement mises en valeur, et prennent l'ascendant sur le reste, comme l'a annoncé Facebook en 2016. Il y a un vrai sentiment d'appartenance à un groupe, et ce, au détriment des médias traditionnels qui perdent en visibilité, en impact et surtout en capacité de résonance.

L'actualité joue un rôle marqué sur les contenus présents dans le fil d'actualité

La période de l'expérimentation s'est déroulée en grande partie durant l'affaire Fillon qui a occupé les unes des journaux pendant plusieurs semaines. Cette actualité a eu un impact important sur les murs d'actualité des différents groupes qui ont tous observé une augmentation des informations relatives à François Fillon, même pour les profils aux antipodes de ce candidat.

Le média prime sur le contenu

Presque tous les groupes ont observé une polarisation de leur mur d'actualité en lien avec les idées du candidat suivi. Pour autant, c'est plus les médias (et leur couleur politique) que les contenus eux-mêmes qui semblaient déterminants pour l'algorithme.

Voici schématiquement les concordances entre les médias principalement présents dans le fil d'actu et la couleur politique des profils :

- Profils Macron : BFM, *Les Echos*, *Le Point*, *Marianne* ;
- Profils Hamon : *Libération* et Médiapart ;
- Profils Fillon : *Le Figaro* et *Valeurs Actuelles* ;
- Profils Le Pen : *Valeurs Actuelles*, Français de souche et Boulevard Voltaire.

Et le tri effectué est redoutable. Pour l'ensemble des groupes, le *news feed* ne se concentre que sur une dizaine de médias.

L'algorithme est peu subtil

Ceux qui ont voulu tester des hypothèses un peu complexes, voire mettre en défaut l'algorithme, ont été déçus ! Car l'algorithme n'offre finalement que peu de résistance aux challenges et s'avère très peu subtil dans la compréhension de ses usagers. Par exemple, ceux qui ont voulu commenter de manière négative des posts associés à leur opposant politique ou encore réagir à des contenus avec des « Grrrr » pour marquer leur mécontentement se sont rapidement aperçus que de telles subtilités échappaient à l'algorithme et qu'une action, qu'elle soit positive ou négative, vaut la même chose. Seule la trace de l'interaction, « l'engagement » dans le vocabulaire facebookien, compte. Ainsi, s'évertuer à commenter des posts de Français de souche pour déconstruire son discours produit finalement l'effet inverse : l'algorithme vous servira d'autres contenus d'extrême droite par la suite.

Dernier enseignement, et non des moindres : l'algorithme ne serait rien sans les usagers de Facebook. Cette expérimentation a permis à nos étudiants de prendre conscience des pratiques liées à la plateforme sociale, notamment de la facilité avec laquelle il est possible de se créer un faux compte et de la visibilité que peut lui offrir l'algorithme. Un groupe s'est ainsi étonné de voir l'un de ses commentaires, sans doute posté au bon endroit et au bon moment, *liké* plus de 1 300 fois lors du live du premier débat de la présidentielle. Sans que personne, dans les commentaires, ne mettent en doute la véracité ou la crédibilité du profil associé.

Dans la bulle filtrante

L'expérimentation visait en partie à explorer le phénomène des fake news et de la bulle filtrante. Certains groupes ont pleinement vécu cette expérience qui fut même, pour certains, difficile. Vivre six semaines dans une bulle d'extrême droite quand on ne partage pas ses idées, cela peut être perturbant témoigne cette étudiante. Et conduire même à une perte d'esprit critique, comme l'a confié l'un des participants à l'issue de l'expérimentation :

« C'était impressionnant de se laisser enfermer dans cette bulle, et on se rend mieux compte comment des personnes peuvent se retrouver enfermées dedans. Ce sont de vraies communautés, on peut presque y croire. Les articles semblent « réels », il faut prendre du recul pour réfléchir et se dire qu'au final c'est n'importe quoi ».

Lors du bilan collectif de l'expérience, nous avons pu nous rendre compte que l'immersion dans la peau numérique de militants avait marqué les étudiants et eu un fort impact émotionnel sur certains d'entre eux. Une étudiante a, par exemple, pris pleinement conscience de ce qu'on appelle de nos jours les « maux 2.0 ». Enfin, certains ont été particulièrement déstabilisés par l'agressivité de beaucoup de commentaires, l'emballement dont ils peuvent faire l'objet et plus largement le refus du débat de nombre d'utilisateurs de Facebook.

Changer de regard... et de pratique

Dans l'ensemble les étudiants ont apprécié l'expérimentation et plus des trois-quarts ont déclaré qu'ils s'abonneraient désormais à de nouvelles pages médias pour ouvrir leur fil d'actualité à d'autres points de vue. Ce retour réflexif sur leur pratique s'avère un élément essentiel de notre approche. Nous voulions que les participants prennent conscience du terrain d'investigation qu'est Facebook, y compris comme source d'information pour les journalistes. Sur ce dernier point, les étudiants ont témoigné avoir eu accès à des mondes et à des gens « que l'on ne voit pas habituellement sur notre fil d'actualité » ainsi qu'à des usages du réseau social très différents du leur.

« Je suis abonnée ou je like que des médias dits de gauche. Je pense qu'il faut que j'arrête d'être dans ma bulle, lire des informations que je n'aurais pas eu l'occasion de trouver dans mon fil d'actualité. »

De l'intérêt d'étudier Facebook dans une école de journalisme

L'option d'une approche pédagogique innovante, inspirée de l'esprit lab, semble une voie féconde pour s'attaquer à un sujet aussi capital que la place de Facebook dans l'accès à l'information, dans les pratiques journalistiques et par conséquent dans la formation des futurs professionnels. Avec pour ambition de les amener à porter un regard attentif, professionnel et réflexif sur une plateforme devenue en quelques années l'un des principaux pourvoyeurs d'audience des médias et avec laquelle les journalistes ne peuvent plus guère « faire sans ». Alors autant qu'ils le fassent de manière éclairée.

NB : Andrew Robotham et Vittoria Sacco ont également participé, au sein de l'Académie du journalisme et des médias, à la mise en place et au suivi de cette expérimentation et sont chaleureusement remerciés de leur apport au projet.

[Publié le 25 septembre 2017 sous le titre original :
« Au-delà du mur, l'algorithme de Facebook mis à l'épreuve »]

L'ombre de Moscou plane sur les élections en France et en Allemagne

Cécile Vaissié

Professeure des universités en études russes et soviétiques, Université Rennes 2.

L'auteure a publié notamment *Les Réseaux du Kremlin en France* (Les petits matins, 2016).



Le président Poutine, lors de son investiture en 2012. Service de presse du Kremlin, CC BY

Le titre, rédigé en anglais, de Sputnik news, agence de communication dépendante du Kremlin et financée par lui, était accrocheur : « Macron, ex-ministre français de l'Économie, pourrait être un « agent américain » faisant du lobbying pour des banques. » Cet article, mis en ligne le 4 février 2017, s'appuyait essentiellement sur une interview accordée à Sputnik par le député français LR Nicolas Dhuicq qui accusait le candidat à la présidentielle d'avoir été « un agent du grand système bancaire américain ».

Selon le député de l'Aube, « Macron s'était rendu aux États-Unis » avant d'annoncer sa candidature. Or – rappelait Sputnik – Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, a assuré, dans les Izvestia du 3 février 2017, que Macron avait eu « une correspondance politique compromettante » avec Hillary Clinton. Mais, comme l'a révélé Europe 1, ce qui a le plus choqué, en France, c'est que Nicolas Dhuicq prétendait que Macron était soutenu par « un très riche lobby gay », et notamment par Pierre Bergé, « qui est ouvertement homosexuel et prône le mariage gay ».

Lobbyiste pro-Kremlin

Cette interview illustre bien une partie des « réseaux du Kremlin en France » et leur possible utilité. En effet, Nicolas Dhuicq est un proche de Thierry Mariani qui est sans doute le lobbyiste pro-Kremlin le plus actif en France. Ensemble, ils se sont rendus en Russie, mais aussi en Crimée, en juillet 2015 et pendant l'été 2016, et cela malgré les consignes européennes et les oppositions explicites du président de l'Assemblée nationale, de la présidente du groupe d'amitié France-Russie de l'Assemblée nationale, du président du Sénat et du ministère des Affaires étrangères. Nicolas Dhuicq défend dans les médias des positions pro-Kremlin, affirmant notamment : « La Crimée pour moi est russe, il n'y a aucune discussion possible » – ce qui laisse songeurs ceux pour qui le droit international doit régir les relations entre États et être respecté.

Au-delà des insinuations assez nauséabondes sur la sexualité d'Emmanuel Macron, cette interview à un média gouvernemental russe témoigne de la rupture d'une partie au moins des « Républicains » avec la droite française libérale et non hostile aux États-Unis. En outre, elle relance les questions sur l'intérêt que le Kremlin porte à certaines élections occidentales : depuis plusieurs mois, des politiciens, des chercheurs, des journalistes et des responsables de services secrets mettent en garde contre les moyens mis en place et financés par les autorités russes pour influencer sur la vie politique en Europe et aux États-Unis.

« Les relations publiques noires »

Ces moyens incluent, en premier lieu, les médias du Kremlin, qui émettent et publient en français, allemand, anglais et d'autres langues : à commencer par Sputnik et RT (Russia Today) qui a reçu de l'État russe 20 millions d'euros supplémentaires pour lancer sa chaîne en français en 2017. Ces médias sont repris par toute une série de sites, de groupes et de pages sur les réseaux sociaux occidentaux : c'est « l'effet cascade ».

Or ils diffusent, entre autres informations plus neutres, des « faits alternatifs », fakes news et mensonges, dont certains ont pour but de dégrader l'image de personnalités politiques auprès des opinions publiques. C'est ce que l'on appelle en Russie le « tchiornyj PR » : les « relations publiques noires ».

Les « fabriques de trolls » où des employés sont payés, à Saint-Pétersbourg ou ailleurs, pour poster des commentaires sur les réseaux sociaux sont également repérées, tout comme les techniques permettant à des robots programmés (social bots) de diffuser massivement une même information.

Risques d'attaques sur l'électricité ?

Par ailleurs, le Kremlin soutient certains partis européens : les prêts, accordés au FN et dissimulés par celui-ci, ont été un signal clair, tout comme le contrat de coopération signé entre le FPÖ autrichien et Russie unie, le parti du Président Poutine. Les autorités russes sont également soupçonnées d'avoir commandité des piratages informatiques (hackings) à l'encontre du Parti démocrate américain, du Bundestag allemand et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Ces piratages ont permis de s'emparer de mails et de documents susceptibles de fragiliser, s'ils circulent, la réputation de certaines personnalités politiques, comme cela a été le cas pour Hillary Clinton – et l'on retrouve ici WikiLeaks et Julian Assange.

Par ailleurs, des cyberattaques dont la Russie est soupçonnée ont paralysé des sites Internet du gouvernement fédéral allemand et se sont déclenchées pendant les élections britanniques, en mai 2015. Le très sérieux quotidien allemand *Die Zeit*, qui vient de publier une remarquable enquête sur les moyens par lesquels la Russie pourrait impacter les élections au Bundestag, met même en garde contre le risque d'attaques sur l'électricité ou les réserves d'eau.

Intrusions en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis

Die Zeit renvoie là aux grandes lignes d'une présentation faite, en janvier 2013, par le général Guérassimov, chef de l'État-major des forces armées de la Fédération de Russie. Celui-ci constatait « le brouillage des différences entre état de guerre et paix » et soulignait le rôle croissant des « moyens non militaires d'atteindre des buts politiques et stratégiques ». C'est pourquoi le Parlement européen évoque, dans sa résolution du 23 novembre 2016, la « guerre de désinformation et de propagande russe », une guerre faisant « partie intégrante de la guerre hybride moderne, combinaison de mesures militaires et non militaires, secrètes et ouvertes ». Il mentionne les différents moyens de cette guerre et ceux pour s'y opposer.

On aimerait ne pas y croire ? Penser que tout cela est exagéré ? Oui. Mais, récemment, des acteurs politiques ont également dénoncé des ingérences russes dans des processus politiques occidentaux. Jean-Marc Ayrault, ministre français des Affaires étrangères, a ainsi signalé, le 19 février 2017, une « forme d'ingérence [...] inacceptable » dans les présidentielles françaises, et mentionné les cyberattaques subies par Emmanuel Macron.

Chris Bryant, ancien ministre britannique aux Affaires européennes, a évoqué les preuves d'une « implication directe » de la Russie dans les élections britanniques et ajouté que des « décisions de haut niveau, touchant à la sécurité de la Grande-Bretagne », avaient été, elles aussi, « compromises par une infiltration russe ». Le député britannique Ben Bradshaw a demandé une enquête sur des possibles interférences russes dans le Brexit. Selon l'ancien Président bulgare, de nombreux indices permettent aussi de penser que la Russie finance des partis et des médias antieuropéens en Bulgarie et dans d'autres pays européens.

Avant cela, les services secrets allemands avaient mis en garde contre les intentions du Kremlin d'influer sur la campagne électorale allemande de 2017. Des enquêtes ont exploré les actions menées par le Kremlin en Hongrie, en Tchéquie et en Slovaquie. Last but not least, la CIA a assuré, en décembre 2016, que la Russie était intervenue dans les élections américaines, et le FBI a appuyé cette déclaration. Depuis, les révélations se multiplient sur les liens – que certains tentent de taire – entre l'entourage de Donald Trump et des proches du Kremlin.

Saper la confiance des Occidentaux

Les Français ont donc des raisons objectives de s'inquiéter d'une ingérence du Kremlin dans les élections présidentielles et législatives à venir, et cette menace semble prise au sérieux au plus haut niveau : la décision de ne pas autoriser le vote électronique aux Français de l'étranger en

témoigne, tout comme les prises de position très nettes du Président Hollande qui accuse Moscou d'utiliser « tous les moyens pour influencer les opinions publiques ».

Il est certain que Marine Le Pen, à l'Élysée, serait mieux disposée à l'égard de Vladimir Poutine que François Hollande ne l'a été. Mais Die Zeit avance, à juste titre, une interprétation un peu plus large des objectifs poursuivis : le Kremlin voudrait, avant tout, contribuer à saper la foi qu'ont les Allemands – et les Occidentaux – en la sécurité de leur pays, la stabilité de leur quotidien, l'intégrité de leurs institutions et de leurs dirigeants. Il s'agirait, en répandant la suspicion, d'affaiblir la démocratie et de renforcer les politiciens jouant sur les peurs.

Certes, les dirigeants russes ne créent pas les doutes, les angoisses, ni les manques de confiance, mais ils les nourrissent et contribuent à les orienter. Or il suffit de passer un peu de temps sur les réseaux sociaux pour réaliser qu'en la matière, le Kremlin a en partie gagné. C'est donc sur ce plan aussi que le combat doit se mener et qu'il se justifie.

[Publié le 9 mars 2017]

Le choc Trump : pourquoi nous sommes « après la vérité »

Claude Poissenot

Enseignant-chercheur à l'IUT Nancy-Charlemagne et au Centre de Recherches sur les Médiations (CREM),
Université de Lorraine



La Trump Tower, à Chicago. Daniel Huizinga/Flickr, CC BY

Ceux qui ont pour métier d'observer le monde sont entrés dans une période de fin de l'innocence. Bien sûr nous avons connu le choc du 21 avril 2002 puis celui du référendum de 2005. Mais la progression du vote FN, le Brexit et l'élection de Trump agissent comme de puissants événements remettant en cause un ordre non seulement politique et social mais aussi intellectuel.

Certes, le peuple pouvait exprimer son désaccord voire sa colère, mais cela ne conduisait pas à donner le pouvoir à ceux qui se réclament de lui. Et on pouvait ou devait tordre les institutions pour éviter ou rectifier les « errements » du vote populaire : renoncer à une dose de proportionnelle, réécrire le Traité constitutionnel européen et le faire voter par les parlementaires. Trump et le Brexit montrent que l'endiguement de cette voix du peuple ne suffit plus ou pas toujours...

Le désarroi des élites et des médias prend sa source dans l'émergence de cette conscience d'un monde dans lequel le suffrage universel peut mener au pire. Devant cette situation, d'aucuns renvoient le peuple à son irresponsabilité en insistant sur le fait que les médias ont joué leur rôle

en mettant en garde contre les conséquences négatives de tels choix (par exemple la sortie de l'UE en cas de Brexit). Dès lors, « non, ce n'est pas la faute des élites si Donald Trump a gagné » déclare Dominique Rousseau.

On pourrait donc continuer à conserver le monde en l'état parce qu'il ne faudrait pas céder aux erreurs du peuple. Cette posture confortable ne permet pas de répondre à la question essentielle de savoir pourquoi le peuple adhère à un discours simpliste et irréaliste. Pour comprendre cela, il faut d'abord considérer que la « vérité » suppose une confiance (dans les élites et les institutions) pour être perçue comme telle. Ensuite et plus largement, la science est bousculée par la manière dont les individus se pensent aujourd'hui.

La défiance de l'efficacité

Certains observateurs insistent sur le fait que les résultats des élections américaines sont moins une victoire de Trump qu'une défaite d'Hillary Clinton. Cette vision juste laisse toutefois dans l'ombre les raisons de ces voix qui ont cruellement manqué à la candidate démocrate. Sa fortune, ses réseaux d'influence, son mari, etc. l'ancraient dans une élite jugée responsable de l'état du pays.

La mondialisation, le développement des inégalités n'ont pas été contrariés par les périodes de présidents démocrates. Pourquoi voter pour une candidate qui soutient un système économique qui supprime nos emplois et enrichit surtout les nantis ? Certaines vérités dressent un bilan contestable de l'action des élites modérées.

La défiance de l'intérêt général

Si les dirigeants ne sont pas pensés comme efficaces dans la défense des intérêts du peuple, pourquoi souhaitent-ils conserver le pouvoir ? La réponse logique qu'on a entendue dans la voix d'électeurs de Trump est que les élus entendent préserver leur position et continuer de s'enrichir.

Derrière les discours abstraits sur la nécessité de la mondialisation ou du changement technologique se cacheraient en réalité la défense des intérêts bien compris des élites économiques. En Europe, le « recyclage » de l'ancien Président de la commission européenne (José Manuel Barroso) dans la banque Goldman Sachs ne peut que nourrir cette défiance. Elle administre aussi une « preuve » de la collusion entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. Comment les politiques pourraient-ils réguler les forces économiques s'ils remettent en leurs mains leur fin de carrière (ou leur début si on pense à Emmanuel Macron) ?

C'est bien sûr injuste pour tous ces autres hommes politiques de terrain qui mettent en sommeil leur « carrière » au nom de la promotion de l'intérêt public et ils sont d'ailleurs moins affectés par cette défiance.

La science mise en doute

La confiance à l'égard des élites est contestée de façon encore plus profonde. Le rapport à la réalité est lui-même mis en doute. La science et sa capacité à mesurer et prévoir les faits

deviennent un discours parmi d'autres. La justification de choix politiques au nom de la Raison est remise en cause.

Pouvoir adhérer au discours d'un Trump selon lequel le réchauffement climatique est une invention des Chinois pour affaiblir l'industrie américaine suppose de faire fi de tout le travail réalisé par une masse de scientifiques mobilisant des raisonnements pointus et des compétences élevées. Il n'y a plus de différence de nature entre un savoir scientifique dûment établi et une opinion. La complexité des travaux, la réticence parfois des savants à expliquer leurs recherches de façon simple, la place faible (voire négative) de la valorisation de leurs travaux dans leur carrière forment autant d'obstacles à la promotion du raisonnement scientifique.

Par ailleurs, la science n'apporte pas nécessairement des bienfaits et la notion de « progrès » pâtit des applications qui en sont tirées parfois (armes, médicaments aux effets pervers, pollution, etc.). L'instrumentalisation de la science à des fins politiques contribue également à fragiliser l'autorité du savoir scientifique. Vulgarisation, médiation, toutes les initiatives visant à inscrire la science auprès de nos concitoyens sont, à cet égard, certainement souhaitables.

L'autonomie personnelle plus forte que la raison

Mais comment rendre compte de cet affaiblissement de l'attractivité de la Raison ? Pourquoi choisir des options politiques sans les soumettre à une investigation rationnelle ? Quels sont les ressorts de « la revanche des passions » (pour reprendre le titre de l'essai de Pierre Hassner) ?

Une hypothèse consisterait à penser qu'une partie consistante de nos contemporains privilégient la valeur d'autonomie personnelle par rapport à d'autres (et notamment celle de la connaissance rationnelle). Pris dans le mouvement d'individualisation, ils retiennent de celui-ci la primauté du choix individuel sur toute autre considération.

Quand bien même les « élites » auraient raison, ils n'entendent pas renoncer à ce qui leur apparaît comme un choix personnel. Les émotions que leur expérience du monde leur suggère les qualifient individuellement. Ils ne sont pas le produit d'un calcul dont l'universalité dissout leur singularité. Leurs indignations, dégoûts, joies, colères, peurs sont des morceaux d'eux-mêmes auxquels il devient difficile de renoncer parce que cela menacerait ce qu'ils pensent comme leur identité personnelle qu'ils ont pour devoir de respecter. Les individus sont désormais définis par un « moi émotionnel » (E. Illouz).

Devenir soi-même est devenu une norme. Par exemple, quand les individus sont parents, ils sont à l'écoute de la personne de leur enfant en les encourageant dans les activités qu'ils ont choisies ou, plus tard, en acceptant leur choix de conjoint

Le populisme de « l'après-vérité » serait alors un effet pervers de la modernité qui invite les individus à se construire eux-mêmes. Plus précisément, ils s'en tiennent à la « deuxième modernité » (selon l'expression de F. de Singly) apparue à partir des années 60 qui met l'accent sur ce qui différencie les individus les uns des autres et sur ce qui les relie de façon volontaire.

Dans le contexte américain, certains votants pour Trump entendent affirmer leur identité américaine (par différenciation avec l'identité mexicaine par exemple) et le souhait de choisir des voisins qui leur ressemblent. Dans le contexte britannique, les partisans du Brexit défendent leur attachement au Royaume-Uni et refusent ce qui leur apparaît comme une intrusion intolérable à travers l'Union européenne.

Ces contemporains sont lancés dans cette vision de la modernité qui a reçu le soutien des outils numériques. Les médias de masse ne sont plus aveugles. Les audiences des journaux télévisés sont en baisse constante depuis le développement d'Internet qui donne aux citoyens la possibilité de s'informer sur les sources qu'ils choisissent et qui leur ressemblent. « Mon profil Facebook » est aussi un formidable filtre qui fait venir à moi des informations qui me correspondent et m'évitent d'autres qui seraient en contradiction avec mes opinions.

Il est sans doute temps de rééquilibrer cette vision de la modernité en rappelant les apports de la « première modernité » (de la fin du XIXe siècle aux années 1950). Entre l'absence d'autonomie du fait de la tutelle politique, religieuse ou familiale et la liberté de l'autonomie individuelle, une étape essentielle a marqué l'histoire de la modernité occidentale.

Collectivement a été réaffirmé ce qui rassemble les individus : appartenance à la « commune humanité », universalité du droit. Par exemple : pour pouvoir choisir le conjoint qu'on aime, il faut avoir le droit de le faire et que ce droit soit défendu. À Reims, une jeune fille d'origine marocaine a récemment obtenu la condamnation de deux de ses cousines plus âgées qui l'avaient agressée physiquement parce qu'elle voulait rester avec son conjoint catholique et d'origine portugaise. D'un point de vue politique, c'est parce que nous sommes tous humains que nous pouvons recevoir le secours d'une sécurité sociale en cas de chômage ou de maladie. Et cette aide nous permet de continuer à nous définir comme une personne autonome plutôt que de retourner vers une tutelle non désirée (famille, parents, ex-conjoint).

Vers une pédagogie de la modernité

Nous sommes sans doute entrés dans l'âge de « l'après-vérité ». La valeur d'autonomie personnelle a pris une place telle dans notre société qu'elle nourrit une défiance (parfois légitime) à l'égard des élites et des institutions en charge de la production collective de la « vérité ». Et plus profondément, elle donne un poids aux émotions qui fragilise la primauté de la Raison, y compris dans le domaine de la chose publique.

Devant cette situation, il devient indispensable d'expliquer à nos contemporains en quoi ils doivent leur autonomie d'aujourd'hui à la reconnaissance de droits universels. Il s'agit de faire la pédagogie de la modernité et rappeler la nécessité de nous rassembler par-delà le désir légitime de se différencier.

[Publié le 22 novembre 2016]

3.

Quelques explications
systémiques



L'économie politique des fake news

Stéphane Grumbach

Senior research scientist, Inria



Manifestation contre le « Muslim Ban » décidé par Donald Trump à l'aéroport de Los Angeles.
Kayla Velasquez/Unsplash, CC BY-SA

Les fake news font désormais l'objet d'une intense attention. On les nomme pudiquement en anglais comme pour suggérer qu'elles viennent d'ailleurs. L'opinion publique, les médias, le monde académique et les responsables politiques sont unanimes, voir de telles contre-vérités envahir l'espace public n'est pas acceptable.

Il y a un certain consensus sur la nécessité de combattre ce phénomène dont les conséquences sont perçues comme menaçant le fonctionnement politique. En France, le président de la République a annoncé lors de ses vœux à la presse, le 3 janvier dernier, son intention de légiférer sur le sujet.

C'est en effet à partir d'une élection, celle de Donald Trump à la présidence des États-Unis, que l'intérêt pour les fake news a pris une telle ampleur. Une polémique impressionnante s'est alors engagée autour de la propagande russe, supposée miner le fonctionnement de la démocratie américaine. Les tendances publiées par Google Trends confirme clairement la date du début de ce phénomène dont l'intérêt politique et médiatique est resté fort depuis.

Une vieille histoire

Comment un tel intérêt a-t-il pu se développer aussi rapidement pour un phénomène par ailleurs bien connu, ancré dans l'histoire, pour une bonne part acceptée, et qui à certaines époques a été combattu ? La manipulation de l'opinion au moyen d'informations fausses par des responsables politiques, des entreprises ou des gouvernements est une activité dont le catalogue est épais, et l'époque contemporaine ne fait pas exception. Le problème serait sans doute plus aisé si on pouvait ignorer sa possible réflexivité.

Comment déterminer en effet que la campagne anti-fake news ne relève pas elle-même des fake news, par volonté d'amplification d'un phénomène marginal ? L'objectif pourrait être d'atténuer les causes de certains événements en les mettant sur le compte de la désinformation. Les Russes se défendent ainsi des attaques américaines en expliquant que leur intervention dans la campagne n'affecterait pas un résultat que des raisons de politique intérieure suffisent à expliquer. La volonté de censure pourrait également constituer une motivation de limitation des fake news. Elles ne constituent donc en rien un phénomène nouveau, mais pour autant un aspect fondamental du problème a complètement changé : l'économie du contrôle de l'information.

L'économie politique des (fake) news

Cette question est peu abordée, probablement parce que l'idée de la liberté de l'information, qui se décline sous de multiples formes comme la liberté de la presse ou l'absence de censure sur Internet, impose un certain tabou sur la question du contrôle. Or, il n'y a pas de flux d'information sans contrôle. La liberté de la presse ne peut être garantie qu'au moyen du contrôle du fonctionnement économique et juridique.

Avec la société de l'information et l'émergence des grandes plates-formes d'intermédiation par lesquelles transite une part croissante des échanges mondiaux, quelque soit leur nature, le contrôle des flux d'information a radicalement changé. Le volume des informations a crû exponentiellement.

Le nombre de personnes en capacité de produire des informations est passé de presque personne à presque tout le monde. L'unité de temps est descendue à la nanoseconde. Les flux se sont diversifiés et sont définitivement sortis des canaux qui étaient les leurs il y a un quart de siècle, pour transiter désormais par les plates-formes numériques globales.

Le contrôle des informations, des données de manière générale, que ce soit à l'état statique, stocké dans un centre de données, ou à l'état dynamique, en mouvement dans un réseau, est l'un des défis technologiques de notre époque. La numérisation massive a permis de nombreux services nouveaux et dans le même temps a ouvert un nouveau champ de risques, liés à la fuite des données, que ce soit pour des raisons accidentelles ou comme résultat d'attaques malicieuses.

Le Forum économique mondial, estime dans son rapport 2018 sur les risques globaux, que les fraudes et vols de données figurent parmi les risques dont la probabilité est la plus forte après les événements climatiques extrêmes, les catastrophes naturelles et les cyberattaques.

L'économie politique des fake news s'inscrit donc dans une problématique bien plus générale de contrôle des données, qui inclue de très nombreuses dimensions comme la protection des données personnelles et de la vie privée, la protection des données institutionnelles dont des acteurs comme Wikileaks rendent public les fuites, la protection de la propriété intellectuelle, le droit à l'oubli, la censure politique, etc. Cette insécurité de l'information est généralisée et menace autant les individus que les sociétés, les administrations ou les États.

Recherche de transparence

Par ailleurs, notre époque revendique une transparence à la fois de l'action publique, par la publication par défaut de l'ensemble de ses données qui ne bénéficient pas d'une protection particulière empêchant leur libre circulation, et également des traitements algorithmiques opérés sur les données par les grands opérateurs, en général privés. Pour l'action publique, le mouvement d'ouverture des données publiques est en marche dans de nombreux pays.

Pour les algorithmes, c'est plus compliqué, seuls des principes assez généraux sont publiés par certains opérateurs qui annoncent parfois des changements dans leur politique d'amplification de l'information. Comme de nombreux flux sur la planète – humains, financiers, pollutions bactériologiques ou chimiques, produits fissiles, etc. – les flux de données traversent les frontières et échappent en bonne partie au contrôle non seulement des États sur leur territoire, mais au-delà bien souvent aux acteurs légitimement concernés. Ainsi, dès lors que les plateformes deviennent des acteurs incontournables dans la diffusion et l'amplification des informations, fausses ou avérées, qui touchent directement la multitude, elles deviennent un interlocuteur essentiel des États dans le contrôle des flux et leur limitation.

Les discussions sont plus simples dans le cas national, même si bien sûr il existe des tensions et si les divergences d'intérêts peuvent être fortes. Comment mieux résumer la situation qu'en citant Zuckerberg, qui dans la continuité, de la déclaration d'indépendance du cyberspace de Barlow de 1996, affirmait en début d'année : « Facebook a beaucoup de travail à faire – que ce soit dans la protection de notre communauté contre les abus et la haine, mais aussi dans la défense contre l'ingérence des États-nations. »

Deux pays dominent leur sphère numérique avec leurs propres plateformes, les États-Unis et la Chine. Dans ces deux pays, une culture particulière relative à la circulation des informations est mise en œuvre par les plateformes nationales.

Pour les États-Unis, respectueuse d'une liberté d'information très forte, dans l'esprit du premier amendement de la Constitution, et en Chine, respectueuse au contraire d'un filtrage important de l'information. Alors que certains pays connaissent un équilibre entre plateformes nationales et étrangères comme la Russie et la Corée, d'autres comme l'ensemble des pays d'Europe dépendent de plateformes étrangères.

En France

La France, comme les autres pays d'Europe, après avoir défendu une idéologie libertarienne de l'Internet se voit aujourd'hui contrainte de recourir aux plateformes américaines pour obtenir le filtrage d'informations sur son territoire national. Mais deux problèmes sérieux se posent.

Le premier c'est que la notion de territoire n'a de sens que si on fait coïncider les frontières politiques et numériques, ce que la Chine fait dans une certaine mesure, mais que l'Europe réprouve. L'autre difficulté, c'est que faute de faire coïncider les territoires politiques et numériques, il faut être d'accord sur le filtrage proposé. Or force est de constater qu'entre l'Europe et les États-Unis deux visions antagonistes s'affrontent comme le montre bien le problème de la mise en œuvre du droit à l'oubli, cher aux Européens, ou la censure sur Facebook d'œuvre comme l'Origine du monde de Courbet. La polémique entre la Russie et les États-Unis est loin d'être close et pourrait conduire également à plus de contrôle.

La question des fake news est donc loin d'être simple à régler ni d'un point de vue technique, ni d'un point de vue politique. Elle intervient dans un contexte post-politique, où les idéologies semblent avoir laissé la place à une rationalité économique universelle, qui affaiblit le point de vue au profit de la Vérité. À l'inverse, le débat fondamental sur le climat, tout comme les productions scientifiques en général, sont désormais confrontés à une très forte politisation, qui les réduit à l'état d'opinions. La montée en puissance de la censure et du contrôle de l'information qui touche aujourd'hui la plupart des canaux d'information sur toute la planète, accompagne une transformation plus générale du politique au niveau global.

Il peut être utile de rappeler la devise du *Washington Post*, « Democracy dies in darkness » (« La démocratie meurt dans l'obscurité »).

[Publié le 12 février 2018 sous le titre original :
« Haro sur les fake news »]

Les relations incestueuses entre fake news et publicité

Jean Pouly

Expert en économie numérique, Université Jean Monnet, Saint-Étienne



Wokandapix/Pixabay

C'est le nouveau fléau de la presse en ligne, des réseaux sociaux et même du monde politique. Les fake news, ou fausses nouvelles en bon français, pullulent sur Internet et sont largement relayées par les réseaux sociaux. Les récentes initiatives lancées par Facebook ou Le Monde ont encore du mal à faire face à ce phénomène de masse. Pour lutter efficacement contre les fake news, encore faut-il bien comprendre pourquoi elles existent et comment elles se diffusent.

Si l'on ne se situe qu'au niveau des intentions, on sait que différents États, partis, courants, groupes de pression, peuvent avoir intérêt à créer de fausses nouvelles pour influencer l'opinion. C'est vieux comme le monde et on peut classer ces manipulations d'informations dans ce qu'on appelle couramment le « soft power ».

La publicité au cœur du mécanisme

Ces donneurs d'ordre font donc appel à des agences spécialisées dans la création de fausses nouvelles. Selon les spécialistes, il existerait des dizaines de milliers de sites produisant des fausses informations dans le monde ! Ces fausses nouvelles sont ensuite lancées et relayées

massivement par leurs créateurs, aidés de robots sur les réseaux sociaux, essentiellement sur Facebook et Twitter. Une propagande de masse, industrialisée et robotisée.

Ensuite, c'est l'effet boule de neige, car chacun de nous relaie, souvent sans le savoir, ces mensonges. Comme les êtres humains font plus confiance à leurs proches qu'aux médias, une fake news d'un site douteux relayée par un proche est toujours plus crédible à nos yeux qu'une vraie nouvelle, publiée par un site connu.

Si l'argent est le nerf de la guerre, la publicité est le nerf d'Internet. En effet, la plupart des sites Internet sont en grande partie financés par la publicité en ligne. Et plus il y a d'audience, plus ils gagnent d'argent.

Si les trains qui arrivent à l'heure ne constituent pas une information pour les médias, les trains qui traversent le pôle nord grâce à Donald Trump suscitent en revanche beaucoup plus d'engagement sur Facebook que de vraies nouvelles, bonnes ou mauvaises. Les fake news génèrent donc énormément de trafic et donc de revenus.

Cela aiguise les appétits tout autour du monde et certains ont fait du mensonge organisé un business très juteux. Par exemple, le sulfureux Paul Horner, un américain passé maître de la fake news, qui sait très bien quelle information peut devenir un véritable « aimant à clic sur Internet ». Il a par exemple suscité l'engagement de près d'un million d'internautes en faisant tourner un article qui affirmait que le Pape soutenait Donald Trump. Ce fabricant de fausses nouvelles gagne entre 5 000 et 10 000 dollars par mois de revenus publicitaires grâce à ses différents sites spécialisés dans les canulars et fausses nouvelles. Et à des milliers de kilomètres plus loin, dans un petit village de la République de Macédoine, de jeunes geeks en recherche de revenus faciles produisent eux aussi de la fake news à une échelle industrielle.

Sensibilisation, décodage et dénonciation

Face à ce phénomène, de nombreuses initiatives émergent pour contrer la propagation de ces mensonges en série. De plus en plus d'annonceurs souhaitent réduire leurs investissements dans les plateformes qui ne filtrent pas les fake news, car elles ne veulent pas associer leur marque à ces sites et parce que l'engagement des internautes sur les publicités de ces sites est moins bon.

De son côté, Facebook a mis en ligne et largement diffusé un tutoriel qui explique les dix règles à suivre pour détecter les fake news. Très bien fait mais un peu laborieux pour Madame Michu, qui continuera à cliquer sur une information relayée par sa petite nièce. Par ailleurs, l'entreprise a décidé de couper la publicité des pages diffusant des fake news. En revanche, ces grandes plateformes américaines commencent à investir dans des outils de détection de fake news comme Decodex, mis en place par Le Monde et réfléchissent à financer le travail des journalistes pour faire ce tri un peu fastidieux.

Mais ce système a ses limites. Car de ce fait, la plate-forme de diffusion et le média deviennent économiquement liés, ce qui pose d'autres problèmes éthiques. Par ailleurs, un groupe d'activistes américains, appelés les Géants Endormis incitent publiquement les entreprises à retirer leurs publicités des sites qui diffusent des fake news. Une dénonciation publique en ligne

qui a permis une prise de conscience de plus de 1 400 grandes entreprises. Mais cela ne suffit pas.

La parade ultime des outils de vérifications factuelles ?

Il est illusoire de penser que les journalistes vont pouvoir continuer à traquer à la main toutes les fake news produites par des milliers de sites qui gagnent souvent beaucoup plus qu'eux à produire et diffuser des mensonges. Il faut donc miser sur des outils indépendants et spécialisés dans la vérification des faits (fact checking), qui utilisent l'intelligence artificielle, le traitement automatique du langage et les big data pour repérer les fake news à grande échelle.

Par exemple un outil comme Fakeblok, ou encore Storyzy, une start-up française qui vérifie automatiquement les citations et qui connaît un succès grandissant auprès des médias (comme par exemple Euronews, qui vient de lancer le service de vérification de citations Allquotes), car leur méthode est éprouvée et fiable. Preuve que le numérique est bien un pharmakon. Capable de générer un poison mais aussi son remède.

[Publié le 29 août 2017]

Fake news et complotisme, pourquoi une telle accélération ?

Julien Falgas

Chercheur correspondant au Centre de recherche sur les médiations, Université de Lorraine



freeimages.com

Alors que l'on cherchait encore comment lutter contre les messages complotistes, les fake news sont venues amplifier la confusion. Est-ce qu'on nous ment (fake news) ou bien est ce qu'on veut nous le faire croire (complotisme) ? Sommes-nous victimes de manœuvres de désinformation destinées à nous manipuler ? Ou bien la hantise du mensonge et du complot qui obsède les médias n'est-elle que le fruit de la paranoïa des puissants ? La fascination pour ces questions devrait nous encourager à remettre en question la situation qui les a fait naître.

Le sociologue et philosophe allemand Hartmut Rosa a démontré à quel point l'accélération constante de nos sociétés est source d'aliénation. Tout comme elle fait basculer le climat, notre course en avant n'est pas sans conséquence sur nos capacités d'information et de communication.

Google et Facebook prennent notre information de vitesse

Depuis quelques années, deux géants dominent plus particulièrement le paysage médiatique. Google et Facebook sont ce que l'on appelle des infomédiaires : ils organisent le contenu produit par d'autres. Leur réussite économique s'appuie sur la captation des revenus publicitaires grâce à des technologies de ciblage alimentées par la collecte des données personnelles de leurs utilisateurs. A eux deux, ils représentaient 84 % des dépenses de publicité en ligne dans le monde en 2017 (Chine exceptée), un marché qui a désormais dépassé celui de la publicité télévisée.

Attiré par une apparente gratuité, chaque utilisateur produit pour Google ou Facebook plus de valeur qu'il n'en reçoit en retour. En dehors de quelques mouvements militants qui combattent l'idée que l'on puisse « vendre du temps de cerveau humain disponible », cette monétisation de l'attention est un modèle d'affaire tout à fait accepté, comme en atteste le lancement en France d'une offre de téléphonie « gratuite » dont les jeunes abonnés (15- 25 ans) pourront « bénéficier » en contrepartie de leur exposition volontaire à des publicités.

Vous avez dit intermédiation algorithmique ?

Le modèle économique de la pseudo-gratuité valorise le clic quelle que soit la qualité de l'information qui se cache derrière. Plus les utilisateurs de Google et Facebook sont devenus nombreux, et plus il est devenu rentable de produire une information fausse ou approximative qui incite au clic plutôt que de produire une information vérifiée et de qualité. La gratuité grâce à la publicité reste source de préjugés lorsqu'elle est le fait de la presse, mais ne semble guère émouvoir lorsqu'il s'agit d'accéder à de l'information en ligne. Facebook contrôle pourtant le fil d'actualités de deux milliards de personnes et se partage avec Google une part écrasante du marché de la publicité en ligne en l'absence de régulation de l'activité éditoriale de leurs algorithmes.

L'impensé numérique borne les initiatives journalistiques

Acculés, les mondes du journalisme réagissent par la prise de risque en créant de nouveaux médias. Ils plébiscitent des modèles d'abonnement, de souscription ou de mécénat institutionnel afin d'échapper au modèle publicitaire. Derrière ces louables intentions, chaque initiative est dépendante de lecteurs et de financeurs qui continuent d'évoluer dans un environnement truffé de pièges destinés à détourner puis retenir leur attention.

Dans ce paysage, les jeunes médias sont des enclaves de résistance encore trop isolées. Les centrales d'abonnement telles que La Presse Libre sont balbutiantes et n'apportent pour l'heure pas de facilité pour la consultation et de croisement d'information. Le développement de moteurs de recherche respectueux de notre vie privée (Qwant) et de réseaux sociaux distribués (Diaspora, Mastodon) offre des alternatives bienvenues pour bénéficier des fonctionnalités auxquelles nous nous sommes habitués sans en cautionner les dérives. Toutefois, ces services perpétuent les formes d'infomédiation inspirées par leurs (peu vertueux) modèles et – avec elles – l'impensé autour d'une technologie prétendument neutre.

La fronde vient aujourd'hui de l'intérieur. Des repentis tels que Tristan Harris, spécialiste du

design des interfaces et ancien « philosophe produit » chez Google, lancent l'alerte contre le recours généralisé à la captologie : un domaine de recherche qui s'intéresse au potentiel de persuasion des technologies numériques. Fin 2017, d'anciens cadres de Facebook ont fait part à leur tour de leur sentiment de culpabilité pour avoir exploité certaines vulnérabilités de la psychologie humaine à seule fin de récolter plus de données et sans se préoccuper des conséquences pour le tissu social. Pour ces enfants de la Silicon Valley bercés par la métaphore informatique, nous sommes victimes d'un hacking (piratage) de notre attention.

Ni s'arrêter, ni ralentir : raisonner...

Avec la multiplication des écrans et l'absence de régulation des messages et des techniques publicitaires qui y ont cours, les plus jeunes sont les premières victimes. Sur le front de l'alimentation, les messages de santé publique sont dépassés par des publicités qui s'insinuent dans toutes les activités quotidiennes. Les apprentissages au cours de la petite enfance comme à l'adolescence sont mis en péril par l'attrait et l'accessibilité immédiate des écrans. Les adultes ne sont pas épargnés par les effets délétères d'un usage excessif des moyens de communication numérique : dépendance, symptômes dépressifs et anxietés, peur de « rater quelque chose » (FOMO), peur d'être privé de son smartphone... L'artiste et concepteur d'interfaces Chris Bolin en a tiré l'inspiration de sa dernière création : Offline Only, un appel à la déconnexion dont le texte n'est accessible qu'hors-ligne.

Les géants du Web sont conscients de la défiance montante à leur égard. Une défiance attisée par les soupçons très médiatisés d'ingérence étrangère dans plusieurs scrutins électoraux récents. C'est pourquoi ils s'emploient à redorer leur image en finançant la presse, la recherche publique (qu'ils tentent même de contrôler) et en organisant des formations en partenariat avec les établissements universitaires. Si la perte de confiance dans le travail journalistique et dans les connaissances scientifiques nourrit la difficulté grandissante à distinguer le vrai du faux, on peut douter que frayer avec ceux qui y ont concouru contribue à remédier à la situation.

C'est bien la responsabilité du monde académique que de mettre entre toutes les mains les armes de la raison : problématiser, expérimenter, démontrer, douter, réfuter... La bataille de la science contre les fake news est engagée, elle passe sans contestes par l'éducation et la formation. Le prochain colloque des présidents d'université parle de « rempart ». Il faut souhaiter que l'université soit plus que cela : en matière d'information, les murs ne sont guère plus recommandables qu'en matière d'immigration.

... et résonner !

Dans une contribution récente à la revue Questions de communication, Hartmut Rosa suggère que le remède à l'accélération aliénante réside dans la quête de résonance. Pour cet héritier de la théorie critique de l'école de Francfort, père de la « critique sociale du temps », il s'agit de rechercher la différence plutôt que ce qui nous est semblable, dans des conditions qui favorisent l'enrichissement mutuel. Telle n'est pas l'ambition d'un moteur qui nous aide à trouver ce que l'on recherche, ni d'un réseau qui nous permet de garder le contact avec ceux qui nous ressemblent. Google a maintes fois montré qu'il pouvait apporter des réponses négationnistes à certaines requêtes. Quant à Facebook, le récit d'une récente expérimentation à l'Université de

Neuchâtel illustre combien ses utilisateurs s’y trouvent préservés toute remise en question de leurs convictions.

Les infomédiaire de la résonance restent à inventer pour nous aider à appréhender une réalité qui ne peut se résumer en termes d’assertions vraies ou fausses. On pourra s’intéresser au projet Context Graph de la fondation Mozilla (éditrice du navigateur web Firefox) qui vise à recommander des contenus au regard du contexte dans lequel se trouve l’utilisateur plutôt que de son réseau social. La Fédération Internet nouvelle génération a, quant à elle, lancé une initiative en faveur d’une conception d’interfaces respectueuse de l’attention de ses utilisateurs.

[Publié le 5 février 2018]

Loi sur les *fake news* : comment s'en prendre à l'origine du mal

Erwan Lamy & Isabelle Beyneix

Associate professor, ESCP Europe

Professeure associée ESCP Europe, HDR en droit privé



freeimages.com/istockphoto

La post-vérité, avec ses fake news et ses « faits alternatifs », menacerait nos démocraties. Que cette idée soit fondée ou non, l'urgence commande surtout de s'intéresser aux potentielles conséquences d'une future loi contre les fausses nouvelles, et aux possibles contours de cette loi.

La tentation paternaliste

Lorsque déferlent les mensonges, les non-sens et autres « *bullshit* » (concept philosophique élaboré par le philosophe américain Harry Frankfurt), une réaction spontanée consiste à s'en remettre à une autorité pour faire le tri. Les citoyens, déboussolés, ne sachant plus à quoi se fier, devraient être guidés pour retrouver le chemin de la vérité. Il s'agit là d'une forme de paternalisme, un paternalisme « épistémique », c'est-à-dire qui concerne les manières dont nos connaissances sont justifiées.

Comme n'importe quel paternalisme, celui-ci, quoique défendable dans certaines circonstances, est souvent douteux dans une société libérale où les individus sont censés être traités en adultes capables de se tromper, et où l'on attend d'eux qu'ils apprennent ensemble de leurs erreurs

pour collectivement approcher la vérité. Concrètement, ce paternalisme est inquiétant à plusieurs titres : il risque de mener à l'arbitraire, il entretient et encourage la paresse intellectuelle (pourquoi réfléchir si une autorité s'en charge ?), et incite à s'autocensurer (pour ne pas déplaire à cette même autorité).

Légiférer, est-ce bien raisonnable ?

Ce sont ces mêmes inquiétudes que suscitent le projet du Président de la République, qui a annoncé début janvier qu'en cas de propagation de fausses nouvelles durant la période des élections « on pourra saisir un juge à travers une action en référé permettant, le cas échéant, de supprimer le contenu mis en cause, de déréférencer le site, de fermer le compte utilisateur concerné voire de bloquer l'accès au site Internet ».

Tout d'abord, comment les magistrats vont-ils pouvoir juger de ce qui est faux ou vrai en matière politique sans tomber dans l'arbitraire ? Il existe en effet un aspect créateur dans l'interprétation de la loi par le juge, qui nécessite forcément de sa part une forme de subjectivité. De surcroît, de telles dispositions conduiraient sans doute à tenir pour vrai ce que la justice aura omis de sanctionner, et à susciter dans le même temps des comportements d'autocensure. Peut-être serait-il alors plus sage de s'abstenir de légiférer sur cette question ?

Ce serait d'autant plus judicieux qu'il existe déjà des dispositifs juridiques contre les fausses nouvelles. En particulier, l'article 27 alinéa 1er de la loi du 29 juillet 1881 qui dispose que « la publication, la diffusion ou la reproduction, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers lorsque faite de mauvaise foi, elle aura troublé la paix publique, ou aura été susceptible de la troubler, sera punie d'une amende de 45 000 euros ».

À cela s'ajoute les articles 29 et suivants de cette même loi qui traitent de la diffamation. Enfin, l'article L.97 du Code électoral dispose que « ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses, auront surpris ou détourné des suffrages, déterminé un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter, seront punis d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 euros ».

Ce qu'il serait possible de faire avec la loi

Peut-on tout de même aller plus loin que cet arsenal juridique sans tomber dans cette nouvelle forme de paternalisme ? Ce qui fait défaut aujourd'hui, c'est un dispositif permettant de répondre dans l'urgence aux fake news diffusées par les réseaux sociaux. Une réécriture partielle de l'article 27 permettrait de sanctionner plus efficacement le simple fait de relayer des fausses nouvelles sur l'Internet, en considérant que la simple omission de vérification de l'information est constitutive de la mauvaise foi. C'est à ce jour au ministère public de prouver cette mauvaise foi, alors qu'il existe une présomption simple, d'origine prétorienne (créée par les juges), en matière de diffamation ou d'injure.

L'instauration d'une nouvelle présomption légale de mauvaise foi, à l'instar donc de celle qui existe en matière de diffamation, permettrait de condamner le fait de relayer sans précaution une information fausse. L'infraction pourrait être constituée en cas d'information relayée sans

être accompagnée de liens vers des sources indépendantes fiables, ou en cas d'absence de mise en garde claire contre le manque de vérification, ce qui pourrait être constaté de manière simple et rapide.

Pentagon Papers : sans une vérifications massive des sources, les journalistes du *New York Times* et du *Washington Post* n'auraient jamais pu révéler les secrets de quatre présidents américains.

Plus généralement, une future loi pourrait condamner, sous certaines conditions, diverses fautes épistémiques, c'est-à-dire le manque de vérification dans la manière dont l'information a été acquise. Il est possible de commettre une telle faute en relayant une information vraie si cette dernière n'a pas été vérifiée.

À l'inverse, on peut relayer une information fausse sans commettre une faute, si on l'a vérifiée et que, malgré nos efforts, elle s'avère in fine fausse. Il ne doit pas y avoir de condamnation dans ce dernier cas (si bien sûr l'on peut apporter la preuve que des vérifications sérieuses ont été réalisées).

C'est uniquement le fait de relayer une information sciemment fausse ou sans avoir pris les précautions suffisantes de vérification qui doit être condamné (concrètement, lorsqu'une information fausse n'est pas clairement vérifiée).

Endiguer la paresse, la fraude et la lâcheté

On peut distinguer plusieurs sortes de fautes : la paresse, qui consiste à ne pas vérifier le fondement de l'information que l'on relaye ; la fraude, qui consiste à suggérer que l'information relayée a été vérifiée sans que cela soit le cas ; la lâcheté, qui consiste au contraire à prétendre que l'information relayée n'était qu'une opinion innocente, qui n'avait pas à être vérifiée, pour masquer les déficiences de cette vérification.

Il semble possible de rendre compte de ces travers sans tomber dans le paternalisme. Il ne serait pas question de sanctionner des erreurs, encore moins de trier le vrai du faux, mais de sanctionner les manquements à certaines règles de bonne conduite.

Permettre à ces fautes d'être sanctionnées, comme le sont les autres fautes, conduirait sans doute à réfléchir un peu avant de relayer des fake news. Mais les enjeux d'une telle responsabilisation ne se limitent pas à la diffusion de fausses nouvelles au moment des élections.

Rappelons qu'en 2008, les dirigeants des agences de notation qui avaient évalué les produits financiers ayant contribué à la crise ont affirmé, à titre de défense, qu'ils n'étaient en rien responsables des désastreuses conséquences de ces notations au motif qu'il ne s'agissait que de « simples opinions » qui ne les engageaient pas. Dans ce cas précis, une condamnation pénale de ce type de lâchetés aiderait à lutter contre de tels comportements.

Les informations douteuses, les opinions fragiles présentées comme des vérités, les rumeurs, les fausses expertises sont un mal qui fragilisent nos économies comme le fonctionnement de nos démocraties. Les autorités publiques commencent à véritablement s'en préoccuper, au niveau

national avec les récentes propositions du gouvernement, ou au niveau européen, avec la mise en place d'un groupe d'experts sur les fausses nouvelles et le lancement d'une consultation par la Commission européenne dont les résultats seront bientôt communiqués. Mais pour être fructueuses, ces initiatives devraient tenir compte des fautes épistémiques qui sont à l'origine de ce mal.

[Publié le 7 février 2018 sous le titre original :
« Fausses nouvelles et autorité numérique »]

4.

Explications
psychologiques :
le poids de notre crédulité



« Ce n'est pas la post-vérité qui nous menace, mais l'extension de notre crédulité » : conversation avec Gérald Bronner

Monique Hirschhorn

Professeur émérite de sociologie, Université Paris Descartes – USPC

Entretien avec Gérald Bronner, professeur de sociologie à l'université Paris Diderot, auteur de plusieurs ouvrages sur les croyances collectives dont *La pensée extrême : comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques* (Denoël 2009) et *La démocratie des crédules* (PUF, 2013).



Bosch, « L'Escamoteur » (entre 1496 et 1520) ; huile sur panneau de bois au Musée de Saint Germain en Laye. Wikipedia

M.H. : Le mot « post-vérité », en anglais post-truth, a été désigné par les *Oxford Dictionaries* comme mot de l'année 2016. Cela veut-il dire que nous vivons dans des sociétés où la distinction entre vrai et faux n'a plus d'importance ?

G.B. : Ce terme de « post-vérité » me semble mal choisi. Je préfère parler, comme je l'ai déjà fait, de « démocratie des crédules », car cette expression permet de souligner le rapport étroit et paradoxal entre le développement de la crédulité et celui de la liberté d'expression. En se servant du terme de « post-vérité », on semble dire que les gens sont devenus indifférents à la vérité, ce que je ne crois pas du tout.

Il existe, au moins métaphoriquement un marché cognitif, un espace fictif, où rentrent en concurrence des propositions intellectuelles qui viennent de milieux sociaux très différents, et, sur ce marché, il y a quatre catégories d'acteurs qui font circuler des informations fausses : ceux qui le font en sachant qu'elles le sont, simplement pour mettre du bordel dans le système ; ceux qui le font par militantisme idéologique afin de servir leur cause ; ceux qui le font pour servir des intérêts politiques, économiques ou même personnels ; enfin ceux qui le font en croyant qu'elles sont vraies, et c'est à leur propos que se pose le plus la question de la post-vérité.

Mais il ne faut pas croire que nous sommes devenus tout d'un coup indifférents à la vérité par l'effet d'une quelconque mutation. Ce n'est pas ainsi que fonctionne la sélection biologique. La thèse que je défends est que les évolutions technologiques et la libéralisation des marchés amplifient des éléments préexistants qui sont de grands invariants de l'être humain.

Si, pour prendre un autre exemple que le marché cognitif, sur le marché de l'alimentation, les produits les plus demandés et les plus présents sont la pizza et le hamburger, c'est qu'ils satisfont à de très anciennes dispositions qui, à l'époque du pléistocène, nous permettaient de stocker du sucre sous forme de graisse, mais qui actuellement favorisent l'augmentation de l'obésité.

Il en va de même pour le marché cognitif. Le développement d'Internet ainsi que des réseaux sociaux, qui nous donne accès à une information pléthorique et dérégulée, ne nous a pas transformés. Il révèle simplement un secret de polichinelle que les idéologues ont toujours voulu cacher. Ce secret, c'est notre médiocrité commune, notre avarice intellectuelle et cognitive, notre disposition à la crédulité.

M.H. : Faut-il en conclure, qu'en dépit de notre intérêt très réel pour la vérité, nous sommes tous des croyants ?

G.B. : C'est effectivement ce qu'il nous faut admettre. Le régime de la connaissance que permet le progrès de la science est un régime exceptionnel et celui de la croyance est notre régime normal. Nous sommes des êtres de croyance. Mais, et il faut être très attentif à ce point, cela ne signifie pas que nous sommes fondamentalement irrationnels, seulement que nous ne sommes pas des sujets omniscients, que notre rationalité est limitée. D'abord parce que notre conscience est incarcérée dans un présent éternel (mes souvenirs ne sont que des reconstructions et mes anticipations du futur ne sont que des croyances) et dans un espace restreint ainsi que le montre l'expérience fort éclairante du sociologue américain de la connaissance, Gérard de Gré (1941).

Si l'on place un individu devant chacune des quatre faces peintes dans des couleurs différentes d'une pyramide, chaque individu attribuera à la pyramide la couleur de la face devant laquelle il est placé. Ce n'est que si on les autorise à faire le tour de la pyramide qu'ils découvriront leur erreur. Ensuite parce que nous voyons le monde à travers nos représentations culturelles. Les informations qui nous parviennent sont traitées dans des catégories de langage et de pensée qui nous rendent bien des services, mais qui peuvent nous conduire à des interprétations inexacts dès que nous sortons de notre contexte social. Pour un indien guayaki qui n'est jamais sorti de sa société, ce que j'appelle une télévision est un objet incompréhensible.

Enfin, il existe un vaste domaine qui est celui auquel je m'intéresse le plus, celui des limites cognitives de notre rationalité. Notre cerveau est formidable, mais il est limité quant à ses capacités d'abstraction, de mémorisation, d'anticipation des probabilités, de traitement des problèmes. La liste des biais cognitifs est longue : biais de confirmation – nous sommes plus sensibles aux informations qui vont dans notre sens qu'à celles qui nous contredisent – négligence de la taille de l'échantillon, confusion entre corrélation et causalité...

Si l'on reprend toute l'histoire des idées, on voit donc que c'est la prise de conscience de ces limites et notre capacité à trouver des méthodes et des techniques pour les mettre à distance qui a permis à la connaissance de progresser. Mais celle-ci ne constitue qu'un état provisoire de la pensée. La plupart du temps, nous demeurons des individus croyants, y compris lorsque nous donnons notre adhésion cognitive à des énoncés issus de la vulgarisation scientifique, sans pouvoir argumenter.

M.H. : Si c'est là notre condition, comment pouvons-nous arriver à distinguer le vrai du faux ?

G.B. : Cette question se pose avec acuité, car, sur le marché cognitif commun, même une croyance comme la rotondité de la terre qui correspond à une connaissance scientifique et paraît aller de soi, se trouve mise en cause, il est vrai de façon, anecdotique, par des « platistes » dont les arguments peuvent paraître déconcertants à ceux qui ne savent pas leur répondre. Beaucoup de croyances fausses, comme le mythe des Anciens Astronautes selon lequel l'espèce humaine aurait été créée par des Extraterrestres, ou comme des théories du complot, sont proposées sur ce marché et il ne faut pas sous-estimer leur rationalité subjective, leur force argumentative.

La meilleure défense est de les soumettre au marché de l'information le plus exigeant, c'est-à-dire celui de l'information scientifique et d'appliquer la pensée méthodique. Se demander, chaque fois qu'une idée ne nous apparaît pas bien assurée, d'où elle vient et quelles sont les sources, de quelles informations je dispose pour l'évaluer, si j'ai bien établi des informations multiples et contradictoires afin de pas tomber dans les biais de confirmation, si j'ai explicité mes a priori intellectuels et culturels, même s'ils ne sont pas nécessairement faux, si j'ai envisagé la possibilité d'erreurs de raisonnement, si je n'ai pas laissé pas mon croire être contaminé par mon désir.

En principe, c'est l'école qui devrait nous avoir enseigné cette pensée méthodique et la formation scientifique est toujours une bonne défense, non parce qu'on apprend la physique, la chimie, mais parce qu'on apprend des méthodes d'administration de la preuve.

Malheureusement, les enquêtes montrent qu'un bon niveau d'éducation n'immunise pas à l'endossement de toutes sortes de croyances que ce soit en matière de pseudoscience (astrologie) ou dans des domaines relevant habituellement de la science (ondes, OGM, etc.). Peut-être parce ce qu'on appelle l'esprit critique y est parfois dévoyé.

Ce dévoiement conduit à se croire intelligent une fois que l'on a défait toute forme de discours officiel. Quand on a montré que tout discours, y compris scientifique, est une construction sociale (ce qui est bien sûr exact, puisqu'il est produit par des acteurs sociaux), et la sociologie y a contribué, on oublie facilement que le discours scientifique est soumis à un mode de sélection

très exigeant.

Ceci dit, se protéger de la crédulité demande un effort considérable comme le montre cet exemple personnel. Lorsque j'étais étudiant, j'avais appris que le saint suaire de Turin, qui, selon la légende, est réputé pour être le linceul du Christ, venait d'être testé au carbone 14 par trois laboratoires universitaires et était daté de la fin du XIII^e siècle. J'en parle à l'un de mes amis, catholique pratiquant, qui me propose une contre-argumentation très convaincante. Le suaire a été endommagé à plusieurs reprises, réparé, et c'est justement sur le bord du suaire que les échantillons ont été prélevés. Il présente des taches plus sombres correspondant aux blessures et celles-ci ont une teneur en fer élevé comme peut en laisser le sang. Il contient aussi des résidus de pollen provenant de la région où a vécu le Christ.

Le personnage crucifié a des pieux fixés dans les poignets (ce qui est conforme à la pratique réelle de la crucifixion). Selon la coutume hébraïque, des pièces de monnaie ont été placées sur ses orbites. On en retrouve la trace et ce sont des pièces de monnaie romaine du 1^{er} siècle. Ébranlé par ces arguments, j'ai donc passé des années à croire que c'était une énigme non solutionnée, mais sans chercher par paresse et manque d'intérêt à trouver les arguments réduisant à rien ce prétendu mystère. En fait, comme je l'ai appris, les analyses ont montré que, si l'image de la crucifixion est conforme à la réalité, celle du sang ruisselant le front est fantaisiste, et les traces de fer dans les taches sont liées aux pigments de la peinture. Par ailleurs, la preuve de l'existence du pollen n'a jamais été apportée. En revanche la technique de confection du saint suaire a été retrouvée, permettant la réalisation d'un vrai faux saint suaire. Comme on le voit, même s'il existe sur le marché un produit cognitif très argumenté et en adéquation avec la réalité, et c'était ici le cas, encore faut-il faire l'effort de le chercher.

Notre capacité de mettre en œuvre une pensée méthodique ne constitue donc pas une garantie absolue. Nous ne serons jamais des êtres entièrement rationnels, ce qui ne serait pas d'ailleurs très marrant. Ce qui compte, c'est que la part de croyances radicales dangereuses, y compris dans les démocraties, reste à un niveau disons incompressible, ne connaisse pas cette extension à laquelle on assiste aujourd'hui.

M.H. : Que pensez-vous de l'aide que peut apporter le site de The conversation dont l'objectif est de mettre l'expertise universitaire au service de l'actualité ou encore le dispositif « Décodex » mis en place par Le Monde pour aider à repérer les informations les moins fiables ?

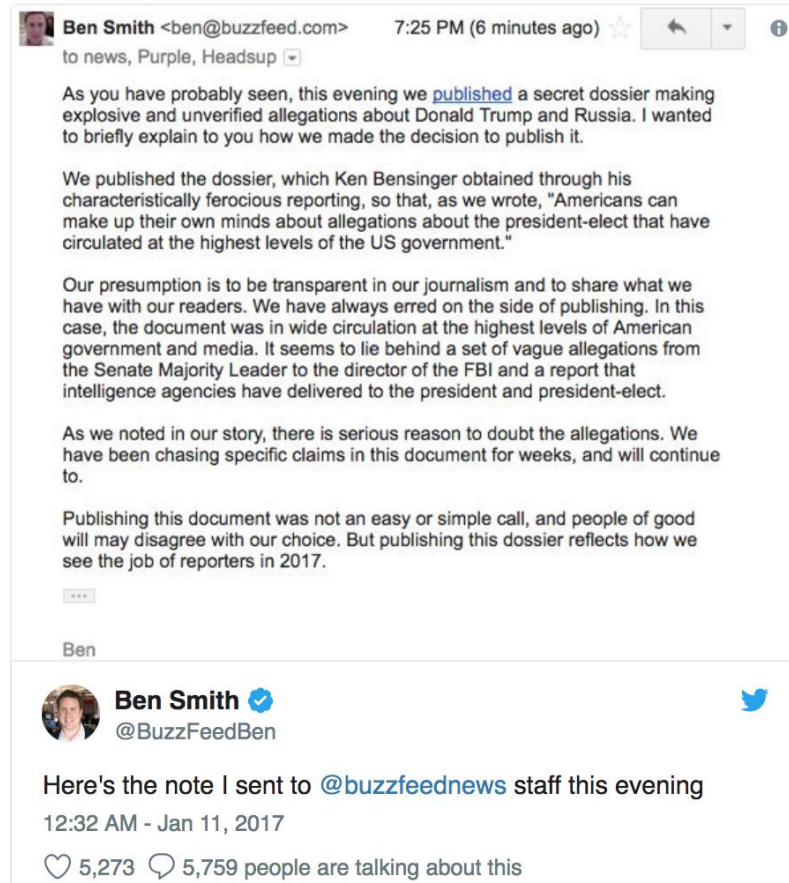
G.B. : Je ne peux qu'approuver évidemment la diffusion d'une analyse de qualité sur ce marché dérégulé de l'information. Malheureusement, toute initiative ne peut être qu'une goutte dans cet océan. Par ailleurs, les universitaires peuvent tout aussi bien être porteurs de croyances qui seront d'autant plus redoutables qu'elles bénéficieront du prestige social de celui qui les diffuse. Quant au dispositif Décodex, il me paraît aller dans le bon sens, mais j'attends évidemment de voir le bilan que l'on pourra tirer de ces multiples initiatives. Elles relèvent en général de la logique du *nudge* (architecture du choix) qui est une stratégie douce et non liberticide, ce qui convient à mes options philosophiques. En tout cas, j'ai le sentiment qu'aujourd'hui plus personne ne doute que la démocratie des crédules nous menace.

[Publié le 19 février 2017]

Post-vérité, paresse cognitive et croyance

Cylien Gibert

Doctorant chargé de cours en psychologie du management et théorie des organisations, ESCP Europe



A l'heure des controverses sur la post-vérité et des « faits alternatifs » qui ont constellé l'ensemble de la campagne présidentielle de Donald Trump, comment mieux appréhender la façon dont nous « comptons les points » en tant qu'internautes grâce à la psychologie sociale expérimentale ? Une argumentation qui apparaît structurée, même si elle n'a aucun sens, aura tendance à nous faire percevoir son auteur comme innocent. A l'inverse ceux qui ne maîtrisent par les rouages de la rhétorique seront présumés coupables.

Buzzfeed, par qui le scandale arrive

Le 10 Janvier 2017, le média américain BuzzFeed News publie un rapport explosif sur de prétendues frasques sexuelles du 45e président des États-Unis : les services secrets russes détiendraient les vidéos d'un voyage à Moscou effectué par Donald Trump au cours duquel le candidat, alors en campagne, aurait mis en scène des « *goldenshowers* » avec des prostituées

sur un lit autrefois occupé par le président sortant Barack Obama. Le rapport remonte à juillet 2015 et aurait apparemment été réalisé par un ancien agent britannique du MI6, engagé par des rivaux anonymes du nouveau président qui chercheraient à le discréditer. La collecte de preuves compromettantes sur le milliardaire aurait vocation à le faire chanter lors des négociations à venir entre les États-Unis et la Russie. Une nouvelle perspective de guerre froide, donc.

La véracité des faits figurant dans le rapport serait corroborée par le fait que Donald Trump ait dernièrement envoyé un de ses hommes de confiance à Prague. Michael Cohen devait y rencontrer un représentant des services secrets russes dans l'optique de négocier la non-divulgence de ces informations sensibles. Dans les heures qui suivent la diffusion du rapport, CNN puis le New York Times cherchent à recouper les accusations qui y figurent, sans succès. Ils finissent par remettre en cause la fiabilité du rapport, qui s'avère invérifiable.

Michael Cohen essaye, pendant ce temps, d'endiguer l'incendie médiatique qui déferle et publie sur Twitter une photo de son passeport en expliquant qu'il « n'est jamais allé à Prague de sa vie ». Un peu plus tard c'est Ben Smith, le rédacteur en chef de BuzzFeed, qui rétropédale et publie un Tweet aux allures de mea culpa : « Notre a priori est de pratiquer un journalisme transparent et de partager ce dont nous disposons avec nos lecteurs. [...] Mais mettre en ligne ce dossier reflète la manière dont nous voyons le métier de journaliste en 2017 ».

Quelle défense pour quelle accusation ?

Le flagrant délit de racolage journalistique de BuzzFeed permet au moins d'interroger notre tendance à inculper ou disculper les protagonistes impliqués dans ce type de récits : en l'occurrence, Michael Cohen (l'homme de confiance de Donald Trump) pendant le scandale, puis Ben Smith le rédacteur en chef de BuzzFeed News, une fois le rapport discrédité.

Si elles ne permettent pas un acquittement total, les justifications fournies par nos « inculpés » successifs parviennent néanmoins à tempérer leur culpabilité présumée respective. Cependant, plus que le fruit de la pertinence des explications fournies, leur apparente validité relève d'une tendance forte chez le lecteur à traiter la forme de ce qui lui est présenté plutôt que le fond. Les explications qui nous sont fournies, si elles sont assorties d'une justification quelque qu'elle soit, nous paraissent vraies même lorsque – comme ici – elles n'ont aucun sens.

En effet, en quoi la photographie de la première page du passeport de Michael Cohen nous éclaire-t-elle à propos de ses potentiels voyages à Prague ? En rien. Cependant, face à une telle image, le lecteur distrait aura tendance à supposer que si l'accusé fournit une photo de son passeport en tant que preuve c'est qu'il a probablement une bonne raison de le faire... Peut-être que s'il s'était effectivement rendu à Prague par le passé un autocollant figurerait sur ledit passeport ?

Si elle ne fait appel à aucune image, la justification du rédacteur en chef de BuzzFeed mobilise, de son côté, le même mécanisme. Pour Ben Smith, la décision de publier un rapport non vérifié a été dictée par l'impératif de transparence d'un journaliste moderne envers ses lecteurs. Ce serait presque une décision éthique, donc ? Ici aussi, le jugement intuitif du lecteur distrait sera le mauvais. En analysant plus minutieusement les prérogatives supposées d'un « bon »

journaliste, on s'aperçoit vite que c'est (contrairement à l'explication de Ben Smith) la capacité à fournir des informations inédites mais vérifiées qui est essentielle.

Ce que nous dit la psychologie sociale

Certains travaux fondateurs de psychologie sociale nous avaient pourtant déjà alertés sur notre « tendance à croire » dès lors que l'on nous présente une information supposément argumentée.

Dès 1978, Ellen Langer (Langer, Blank & Chanowitz), professeure de psychologie sociale à Harvard, démontrait qu'il suffit de fournir un placebo de justification sans aucune validité sémantique – « Excusez-moi, puis-je utiliser le photocopieur avant vous car je dois faire des photocopies ? » – pour obtenir de sujets naïfs l'autorisation de prendre leur place dans la file d'attente de la photocopieuse de la bibliothèque universitaire dans les mêmes proportions que lorsque la demande contenait une information « réelle » : « Excusez-moi, puis-je utiliser le photocopieur avant vous car je suis en retard ? ».

Le principe d'économie cognitive prenait alors le relais, et épargnait à l'interlocuteur le coût du traitement sémantique de cette raison, plongeant ce dernier dans une forme de torpeur légère. Cet état baptisé « *mindlessness* » (abêtissement) par Langer est probablement celui que nous adoptons lorsque l'on nous présente les justifications d'accusés dont nous ne sommes que collectivement les juges.

Dans la même veine, dans son bestseller « Système 1/Système 2 : les deux vitesses de la pensée » (2011), le psychologue et prix Nobel d'économie en 2002 Daniel Kahneman opposait les deux vitesses de notre traitement cognitif. Un premier mode de traitement rapide, instinctif et émotionnel, se concentre sur la forme de l'information présentée et fait de nombreuses erreurs. Il cohabite avec un second mode de traitement plus lent, profond, réfléchi et logique. Tout au long de sa carrière, Daniel Kahneman a insisté sur le fait que si nous avons tendance à nous percevoir comme utilisant presque exclusivement le second mode de traitement, ses résultats montraient sans équivoque que c'était l'inverse qui était vrai. De là à considérer que la lecture rapide d'un fil Twitter mobilise plutôt le premier mode de traitement, il n'y a qu'un pas....

Ces travaux fondateurs pointent tous deux vers un constat similaire : un décalage fort entre le niveau d'attention et de capacité critique que nous pensons déployer vis-à-vis d'une tâche telle que la lecture sur Internet, et celle que nous lui consacrons vraiment.

Au risque de la paresse cognitive

Cette tendance à juger du bien-fondé d'une information sur la base de la structure argumentaire qui l'accompagne plutôt que sur son contenu n'est pas spécifique à la lecture d'un fil Twitter ou d'un journal « léger » tel que BuzzFeed News. Elle se retrouve dans l'intégralité de la vie sociale et a fortiori dans l'entreprise. Les justifications se composent de deux éléments : un objet controversé qui doit être légitimé (une décision hasardeuse, une requête...) ; et une source de légitimité (un principe respecté, un objectif rempli...). Dès lors qu'une telle connexion nous est présentée, nous avons tendance à percevoir l'information comme plus valide qu'elle ne l'est vraiment. Notre paresse cognitive nous pousse à la confiance, nous postulons ainsi qu'une

explication est vraie d'autant plus aisément que nous n'avons pas envie de la vérifier par nous-même.

Des explications factices précédentes telles que : « Je ne suis jamais allé à Prague comme le prouve cette photo de la couverture mon passeport » ou « J'ai publié un rapport non vérifié car un journaliste moderne se doit d'être transparent envers ses lecteurs... » trouvent écho dans mes travaux de recherche dans l'entreprise, au travers d'explications qui ne sont pas remises en cause non plus. A titre d'exemples : « Nous avons dépassé le budget car cela permettait de mieux répondre aux attentes des clients. » ; « Je me suis écarté du plan stratégique que l'on avait validé car c'était le meilleur moyen d'être innovant. » ; « Il ne sera plus possible de fournir ce service au prix fixé car nous sommes déjà au-dessous des prix du marché comme le prouve le benchmark fourni en pièce jointe. ».

Chasses aux sorcières

Au final, il est alarmant de constater que ce sont bien souvent les mauvaises décisions qui sont les mieux argumentées, et celles qui seront conservées. Les conséquences sont parfois dérisoires, mais souvent réelles : projets lancés car le nouveau directeur du département d'information voulait « marquer la rupture avec l'ancien » plus que par besoin réel ; stratégie tiède et peu compétitive qui permettra toutefois de « ne pas se faire enguirlander si ça ne fonctionne pas », etc.

Alors si le principe d'économie cognitive est parfaitement nécessaire à l'évolution quotidienne dans nos environnements sociaux-organisationnels surchargés d'informations (dont la quasi-intégralité nous sont parfaitement inutiles), il n'en demeure pas moins nécessaire d'adopter une relative humilité lorsqu'il s'agit de distribuer les fautes et de juger les coupables.

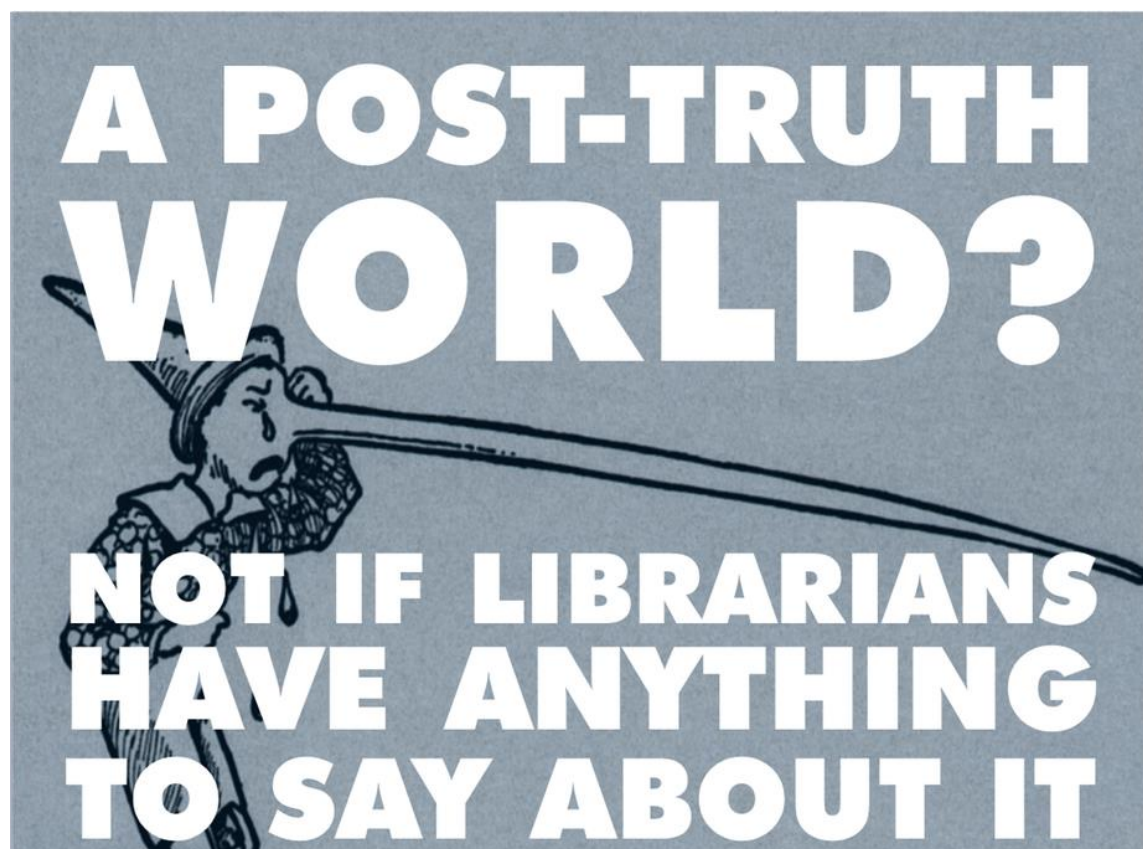
Parfois, pour éviter d'entamer des chasses aux sorcières simplement parce que notre interlocuteur ne semble pas à l'aise avec les jeux de la rhétorique et de l'argumentation ; parfois, au contraire, en sachant reconnaître les sorcières là où elles sont et en dépassant les placebos d'argumentation qui nous sont trop souvent servis « prêt-à-penser » dans les discours politiques comme dans ceux de l'entreprise.

[Publié le 7 février 2017 sous le titre original :
« De la post-vérité à la post-justification :
le cas du « rapport russe » sur Donald Trump »]

Fake news, post-vérité et production de l'autorité en ligne

Marcello Vitali-Rosati

Professeur agrégé au département des littératures de langue française, Université de Montréal



Campagne de communication des bibliothèques en réaction à l'invasion de la post-vérité. HCPL/Visual Hunt, CC BY-NC-SA

De fausses nouvelles, il y en a toujours eu. Qu'il s'agisse de canulars, calomnies, propagande, ignorance, tromperie, mensonge, croyance, notre vie sociale regorge d'informations, d'idées, d'affirmations qui ne correspondent pas à la vérité. Pensons à Platon et à son besoin de distinguer l'opinion (doxa) de la vérité : la doxa est toujours assujettie au risque du faux. On pourrait même aller jusqu'à affirmer que le langage lui-même n'existe que pour dire le faux : on dit ce qui n'est pas, car autrement on n'aurait pas besoin de le dire. La vérité se montre toute seule et on n'a recours au langage que pour la dissimuler.

Mais qu'est-ce qui rend alors si particulier ce phénomène actuel que l'on qualifie de « post-vérité » ? Quel est le rôle du web et des médias numériques dans cette apparente explosion des fausses nouvelles qui semble caractériser les dernières années ?

En 2016, en effet, le mot « post-truth » a été choisi comme « mot de l'année » par les *Oxford*

Dictionaries, en raison de la fréquence élevée de son emploi. En particulier, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et l'élection de Donald Trump aux États-Unis ont été expliquées par plusieurs analystes comme le résultat d'une présence inédite de fausses nouvelles qui ont fortement contribué à manipuler l'opinion publique. Peu après l'élection de Trump, Kellyanne Conway, conseillère du président, utilise l'expression « *alternative facts* » pour défendre les fausses affirmations de la Maison-Blanche concernant le nombre de participants à la cérémonie d'investiture du président.

De nouveau, le 2 octobre, le *New York Times* parle d'un regain de force des fake news en relation aux fausses informations circulées à propos de la fusillade de Las Vegas. Ces événements qui semblent mettre en crise notre rapport à la vérité ont été souvent attribués à l'impact des médias sociaux qui permettent la circulation et la diffusion rapide d'informations non vérifiées.

Pour résumer : les lecteurs sont bombardés de fausses informations sur le web, les réseaux sociaux en augmentent la visibilité si bien que les fausses nouvelles finissent par avoir plus de poids – et plus de crédibilité – que les vraies. Cela détermine une situation où il n'est plus possible de distinguer le vrai du faux, jusqu'à mettre en crise la notion même de vérité.

Le rôle du web

L'idée que les technologies numériques, et plus précisément le web, seraient les responsables d'une telle situation se base sur un présupposé qui me semble profondément faux : le web serait un espace sans règles ni structure où « n'importe qui peut dire n'importe quoi ».

Cette idée n'est pas seulement une vulgate, mais elle est souvent présente aussi dans le discours d'intellectuels qui analysent les changements produits par le numérique. Que l'on pense à l'affirmation d'Umberto Eco, selon lequel « Les réseaux sociaux ont donné le droit de parole à des légions d'imbéciles qui avant ne pouvaient parler qu'au bar, après un verre de vin, sans conséquence pour la collectivité. On les faisait se taire tout de suite, tandis que maintenant ils ont le même droit de parole qu'un Prix Nobel. »

Outre que dénoter une certaine imbecillité de mon fameux concitoyen – même les érudits peuvent donc être imbeciles –, cette phrase nous révèle quelque chose d'essentiel que je vais essayer d'analyser en ces quelques pages : le rôle de l'institution dans l'établissement de la vérité.

En effet, plutôt que d'opposer un espace sans règles ni structure – le web – à un espace structuré et ordonné – l'espace pré-numérique –, il est nécessaire de comprendre que le web est lui aussi très rigide et organisé. Ce qui pose problème est que son organisation diffère de celle de l'espace pré-numérique, et en particulier de l'espace médiatique pré-numérique.

En d'autres termes, il n'est absolument pas vrai que sur le web tout est sur le même plan et que c'est pour cette raison que l'on ne peut plus distinguer le vrai du faux. Au contraire, sur le web chaque objet, chaque texte, chaque document, chaque information occupent une position et une place bien précise et sont insérés dans une hiérarchie très structurée. Mais cette hiérarchie n'est pas celle de l'espace médiatique pré-numérique.

La question qu'il faut donc se poser est : quelles sont les conditions qui permettent à une information d'avoir plus de crédibilité qu'une autre ?

Autorité, confiance et vérité

Cela revient à se poser la question de l'autorité. Et à y regarder de plus près, c'est justement cette question que soulève Umberto Eco avec toute la vulgarité de sa triste phrase.

Commençons d'abord par donner une rapide définition de l'autorité. On peut se baser sur l'idée d'Hannah Arendt selon laquelle l'autorité est la capacité d'obtenir de l'obéissance sans avoir recours ni à la persuasion ni à la contrainte. En d'autres termes, l'autorité est quelque chose qui inspire confiance : nous croyons à l'autorité non parce qu'on nous démontre qu'elle dit le vrai, ni parce qu'on nous oblige à y croire ; nous croyons à l'autorité parce que nous lui faisons confiance.

Pourquoi, selon Eco, le prix Nobel devrait dire le vrai plus qu'une personne qui boit un verre de vin au bar ? Parce que le prix Nobel est une autorité. Nous faisons confiance au fait que quelqu'un qui a reçu un prix Nobel soit un expert, un savant et soit donc en mesure de nous dire la vérité. Dans toute société il y a une structuration précise et claire de l'autorité qui nous permet de savoir en quoi – et en qui – avoir confiance. On reconnaît toujours les signes de l'autorité. Il existe en effet une organisation d'institutions qui permettent de reconnaître : les États, les Universités, les médias, les maisons d'édition... La vérité n'est possible que grâce à cette organisation : les institutions garantissent des critères de vérité et ont l'autorité pour les faire respecter.

Dans les journaux, par exemple, l'institutionnalisation des critères de vérité est le fruit d'une longue histoire et d'un ensemble de critères : les lois, les déontologies professionnelles, de longues négociations du rapport de confiance avec les lecteurs, une position particulière dans une certaine société... permettent à un journal d'avoir d'une part des critères de vérité clairs et stables et d'autre part de gagner de l'autorité.

Autorités numériques

La rapide diffusion du web a quelque peu bouleversé ces institutions en produisant de nouveaux dispositifs d'autorité. Si l'on prend en considération de manière superficielle ce qui s'est produit, on est porté à croire qu'il n'y a plus d'autorité, que tout est sur le même plan. Mais à un regard plus attentif, il est facile de réaliser que c'est le contraire qui est vrai. Les plus grands acteurs du web sont justement ceux qui arrivent à produire confiance et autorité.

On pourrait même dire que ces grandes entreprises vendent de l'autorité. Le web est une énorme machine de production de l'autorité. Pensons à l'autorité que nous accordons à Google search : 99 % des usagers ne vont jamais au-delà de la première page de résultats. Cela signifie que nous considérons que Google search nous dit la vérité : ses premières réponses sont les bonnes.

La confiance que nous accordons à des plateformes comme Facebook, Wikipédia, Amazon... nous montre qu'il n'est absolument pas vrai que tout est sur le même plan. Une information qui est

présente sur les murs Facebook d'un million d'utilisateurs n'est pas sur le même plan qu'une information qui n'est sur aucun de ces murs ; un livre qui apparaît sur la page d'accueil d'Amazon pour un million d'utilisateurs n'est pas sur le même plan qu'un livre qui n'y apparaît pas. Un blogue qui est listé en premier dans une recherche sur Google search a une position complètement différente par rapport à un blogue qui n'est pas indexé.

La question est de comprendre comment l'agencement institutionnel qui permettait la production de l'autorité dans le monde pré-numérique est en train d'être restructuré. Les équilibres changent et en effet, le fait d'avoir reçu un prix Nobel, d'avoir été publié par une grande maison d'édition et d'avoir fait la une d'un quotidien important ne sont plus les seuls paramètres pour acquérir de l'autorité.

Il y a désormais d'autres dispositifs de production de l'autorité et la position que l'on occupe dans l'espace numérique en est l'un des plus importants. Cela ne veut pas dire que les autorités pré-numériques n'ont plus un rôle fondamental à jouer. Dans l'espace numérique, les autorités traditionnelles continuent d'exister : le site web d'un gouvernement a plus d'autorité que celui d'un groupe privé, l'affirmation d'un prix Nobel a plus de poids que celle d'un inconnu. Mais il y a désormais d'autres dispositifs qui produisent de la confiance et de l'autorité en parallèle – voire en concurrence – des anciens.

Que faire ?

Au lieu de crier au scandale, les institutions doivent essayer de comprendre ces mécanismes et tenter d'en devenir les protagonistes. Il me semble que la question principale à se poser est celle de l'espace public. Un des problèmes fondamentaux des dispositifs de production de l'autorité sur le web est que la quasi-totalité d'entre eux est privée. Faire confiance à quelqu'un parce qu'il détient un diplôme universitaire signifie faire confiance – au moins dans des États où l'université est publique – à une institution qui appartient à la collectivité.

Ses choix et sa façon de déterminer des critères de vérité – par exemple des méthodologies de recherche – sont négociés de façon publique. Sur le web, à part quelques exceptions comme Wikipédia, l'autorité est concentrée dans les mains de quelques entreprises et ce sont ces entreprises qui ont le bénéfice d'établir des critères de vérité comme bon leur semble.

Lors de l'élection de Trump, Zuckerberg a essayé de mettre en place des systèmes pour limiter la circulation de fausses nouvelles sur Facebook : de cette manière, il revendique le rôle institutionnel de Facebook qui détient une forte autorité, et il affirme sa responsabilité dans la définition des critères de vérité.

Je ne vois rien de mal, en soi, à cette situation. Un acteur privé qui a de l'autorité – comme peut l'être aussi un quotidien, par exemple – se trouve face à une crise de la véracité des informations qu'il contribue à faire circuler – comme cela pouvait arriver aussi à un quotidien classique. Il décide donc d'agir pour rendre plus fiables ses critères de vérité – comme l'aurait fait un quotidien désireux de récupérer la confiance de ses lecteurs.

Le problème n'est donc pas tellement le fait que Facebook ait de l'autorité, mais plutôt qu'il y ait si peu d'autres institutions capables de produire de l'autorité en ligne – laquelle se retrouve, par

conséquent, excessivement centralisée. Certains auteurs (comme Morozov ou Sadin) considèrent qu'il est impossible de contrer ce phénomène, mais il me semble que des expériences comme Wikipédia montrent le contraire. Wikipédia est parvenue à s'ériger en autorité tout en négociant collectivement, de façon ouverte et publique, ses critères de vérité. Et l'impact de cette expérience est tout à fait comparable à celui des grandes entreprises du web.

Le succès de Wikipédia est justement basé sur sa capacité à mettre en place un dispositif d'évaluation et de vérification fortement structuré et adapté aux structures de l'espace numérique. Certes ce ne sont pas – ou pas principalement – des prix Nobel qui écrivent les articles, mais les dispositifs de validation des informations sont assez bien structurés et stabilisés pour que l'on puisse faire confiance à Wikipédia autant qu'à l'académie des Nobel. Wikipédia reste un cas plutôt isolé. Mais le web pullule d'initiatives qui permettent ainsi de négocier des critères de vérité et de produire de l'information de qualité.

Si nous voulons faire quelque chose pour contrer l'explosion des fausses nouvelles, nous devons d'abord comprendre les mécanismes de production de la confiance en ligne et ensuite essayer d'investir cet espace afin de produire des modèles différents de ceux des grandes entreprises du web. Les médias traditionnels peuvent et doivent le faire s'ils veulent survivre.

Des initiatives comme le fact checking me semblent des plus heureuses : mettre à disposition des lecteurs les sources en utilisant des hyperliens est une pratique simple et adaptée à l'environnement numérique. Le plus de liens seront présents dans une information, le plus elle sera auto-vérifiable.

Toute attitude paternaliste et méprisante face à l'espace numérique me semble destinée à l'échec – outre qu'au ridicule. Le web et les environnements numériques en général sont devenus désormais notre principal espace de vie : il est donc fondamental de créer des lieux où l'on puisse négocier de façon collective et publique les critères de vérité.

[Publié le 11 octobre 2017]

5.

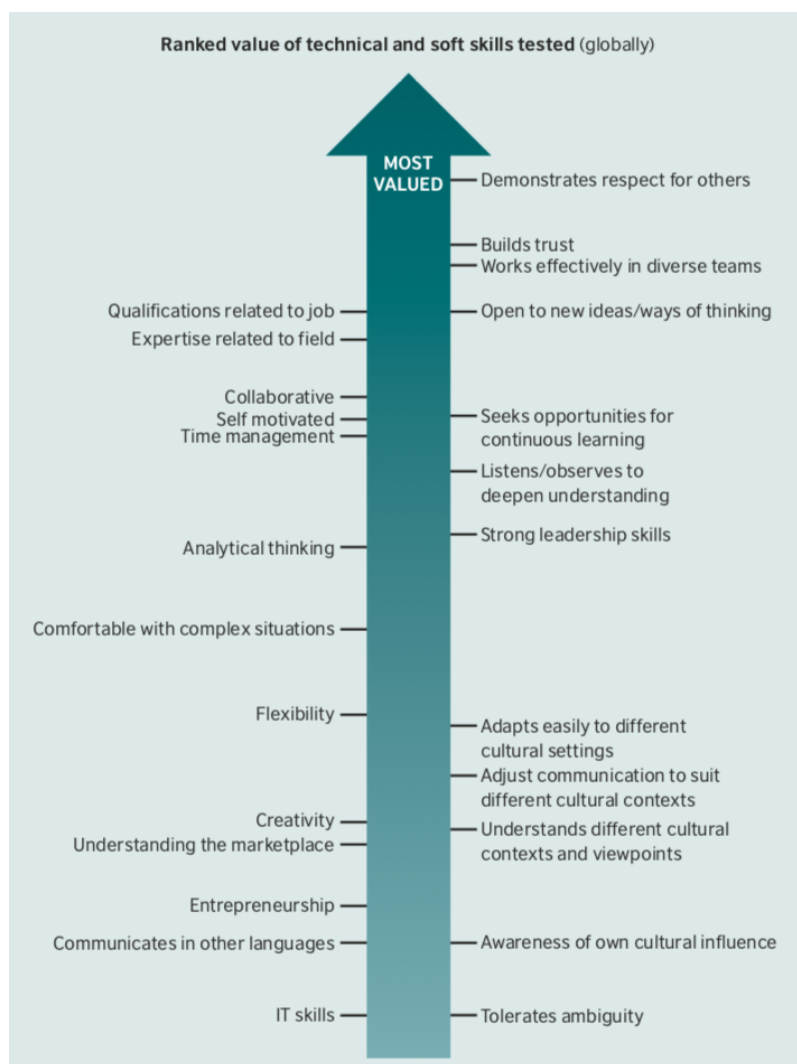
Se mobiliser
pour lutter contre
le doute généralisé
et les manipulations



Comment enseigner à l'heure de la post-vérité ?

Michelle Mielly

Associate Professor in People, Organizations, Society, Grenoble École de Management (GEM)



Extrait de « Culture at Work », British Council, 2013. Author provided.

Dans l'environnement « post-vérité » actuel (ou *post-truth*) les enseignants font face à de nouveaux défis. Leurs étudiants sont exposés à un répertoire d'idéologies et croyances de plus en plus varié. Certaines idéologies sont alimentées par ce qui est astucieusement appelé aux États-Unis la « droite alternative » ou « *alt-right* », ainsi que la profusion de mouvements identitaires à travers l'Europe.

L'année 2016, avec Brexit et Trump comme mascottes, a marqué l'entrée d'une toute nouvelle « structure de permissivité » facilitée par les médias sociaux. Ce nouveau schéma permet aux individus de contourner le consentement des autorités traditionnelles (tels que les chefs

religieux, les intellectuels ou experts, les leaders des partis politiques) ayant servi jadis comme les porte-étendards du discours admissible.

Les élections américaines ont marqué un tournant en ce qui concerne l'enhardissement de la pensée totalitaire, jusque-là marginalisée par la presse et par la majorité politique. Une ruse courante des réactionnaires consiste à inverser les rôles sociétaux traditionnels : ceux stéréotypés comme racistes sont dépeints comme les véritables victimes opprimées, et ceux catégorisés comme gauchistes progressistes sont transformés en policiers de la pensée politiquement correcte.

L'écrivain néoconservateur américain David Horowitz, par exemple, gagne sa vie en se basant sur ce principe d'inversion de rôles. Ses livres ciblent entre autres les « professeurs dangereux » ou bien le « racisme progressiste ».

De nouveaux outils

Les enseignants ont donc du pain sur la planche. Comment peut-on répondre à la rhétorique de la « droite alternative » ? Quelles sont les compétences de base requises pour promouvoir la citoyenneté dans les sociétés démocratiques et dans des lieux de travail connaissant de plus en plus de mixité culturelle ? On peut trouver quelques réponses dans une étude menée en 2013 par le British Council, « Culture at Work » qui s'est donné comme objectif de comprendre quelles étaient les qualités les plus importantes pour les employeurs de firmes internationales.

Après avoir sondé des centaines de DRH pour classer les compétences, valeurs, et attitudes les plus importantes parmi leurs nouvelles recrues, quelques éléments clés ont émergé, surlignés en jaune dans le schéma ci-dessous. Ils ont pu observer non seulement des qualités d'intelligence émotionnelle, mais aussi des éléments d'intelligence culturelle ; cette capacité d'un individu, face à un étranger, à « interpréter avec aisance ses gestes inhabituels et parfois ambigus de la même façon qu'un de ses compatriotes ».

En tant qu'enseignants, nous cherchons à cultiver cette intelligence en exposant les étudiants à une variété de situations pratiques : des projets en équipes multiculturelles, des missions avec d'autres équipes globales d'étudiants MBA vivant dans différents fuseaux horaires, des jeux de rôles sur des incidents critiques liés à la culture. Et pourtant ce travail ne peut se faire s'il manque un ingrédient essentiel – cette qualité classée au-dessus de toutes les autres : la démonstration du respect pour autrui.

Plusieurs comportements et attitudes indiquent le respect : l'ouverture aux autres, la volonté d'écouter des opinions différentes, et la capacité d'inclure autant de perspectives que possible dans des processus décisionnels. Ci-dessous je souligne trois activités particulièrement utiles dans l'environnement politiquement chargé que nous connaissons actuellement.

Forger le respect des autres

Ne sous-estimez pas votre biais implicite. Nous vivons avec la différence déjà au sein de nos familles, et puis dans une série de cercles concentriques progressant vers l'extérieur, nous interagissons avec des personnes qui pensent, vivent, et se comportent différemment de nous.

Les étudiants déploient des masques et portraits photographiés avec miroir pour expérimenter l'altérité.

Une aspiration importante chez les enseignants dans les sciences sociales est d'amener les étudiants vers une prise de conscience de la nature construite et imaginée de la différence humaine. L'identité, la race, la religion, ou le genre par exemple sont des constructions sociales et sont de ce fait, intrinsèquement susceptible à l'erreur humaine. Une forme de cette erreur s'appelle le biais cognitif) et des disciplines entières, telles que l'économie comportementale, ont été fondées sur ses prémisses.

Faire prendre conscience aux étudiants de leurs propres idées préconçues, ce qu'on appelle en anglais des « *blind spots* » (angle mort en français) devrait les amener à appréhender momentanément leurs propres biais qu'ils ont ignorés jusque-là.

On peut explorer ce principe sur le site du Projet Implicite à Harvard University, qui travaille sur la cognition sociale implicite et les associations mentales inconscientes. Le but du projet est d'éduquer le public sur les préjugés « cachés » et de fournir un laboratoire virtuel pour collecter et partager des données sur ce sujet. Chacun peut ainsi découvrir ses propres biais et idées préconçues sur plusieurs sujets (le genre, la religion, la politique, l'obésité, la couleur de la peau, ou la sexualité, entre autres) en prenant un des multiples tests sur les associations implicites en ligne. L'objectif de cet exercice n'est pas de culpabiliser ou de juger, mais plutôt de vivre l'expérience du test et ensuite réfléchir aux implications diverses que cela engendre dans la vie quotidienne.

Prendre la juste mesure de quelques-uns de nos biais implicites implique une meilleure connaissance de soi et peut générer une plus grande conscience des « angles morts » présents en chacun de nous.

Défier votre biais originel

Mes étudiants doivent continuellement s'interroger sur leurs propres postulats et présomptions liés aux questions sociétales telles que l'ethnicité, le genre, la religion, le climat... et la Théorie de la Justice du philosophe John Rawls peut apporter une contribution importante à ces réflexions. Chez Rawls, la notion d'une position originelle qui peut se trouver derrière un voile d'ignorance fournit une « expérience de pensée » intéressante dans laquelle, selon le philosophe, les individus ne connaissent ni leur propre position dans la société ni s'ils vivent au présent, passé, ou futur. Sous le voile d'ignorance, ils sont installés sur un véritable pied d'égalité pour prendre des décisions sociétales.

Travaillant en petits groupes de trois à quatre étudiants, chacun va tirer au sort une décision à prendre sous le voile d'ignorance :

- « Je dois énoncer mes idées sur l'esclavage, mais je ne sais pas si je suis noir ou blanc, riche terrien ou pauvre esclave, si j'habite aux US au XVIIIe ou si je suis actuellement en Arabie Saoudite ».
- « Je dois prendre une décision sur la redistribution de ressources, mais je ne sais pas si je

suis riche milliardaire ou SDF ».

La prise de position derrière le voile d'ignorance peut forcer, ne serait-ce que très brièvement, l'empathie pour les plus démunis, ou au moins un certain respect pour la position de nos « autres » dans la société.

Inculquer un sens de l'histoire

Favoriser une prise de conscience historique et un sentiment de l'urgence historique (un sens fort du « maintenant ») peut aider les étudiants à dégager des questions d'identité culturelle de trois façons cruciales. Cette conscience peut offrir aux apprenants une compréhension de leur place dans le monde vis-à-vis le passé tout d'abord. Elle peut également aider à comprendre le rôle des ancêtres et de l'histoire respective des familles dans l'élaboration du présent. Finalement elle peut les aider à saisir la nature irremplaçable du passé et les erreurs qui y ont été commises, afin de construire l'avenir devant eux.

Pour ce faire nous avons à notre disposition plusieurs outils conceptuels. Dans le contexte contemporain, les « Thèses sur le concept de l'histoire » de Walter Benjamin (1940) sont très utiles pour conceptualiser notre environnement historique actuel.

J'attribue certaines de ces « thèses » à un groupe d'étudiants et leur demande de créer les liens entre ce qui fut écrit par Benjamin et notre place historique du « maintenant ». Dans un troisième temps, ils doivent élaborer les implications identitaires et culturelles qui y sont associées.

Les thèses de Benjamin sont en fait de courts aphorismes écrits à un moment de grande urgence historique en Europe. Selon Benjamin, « La situation d'urgence que nous vivons est la règle ». Pour lui, chaque instant est un moment de l'histoire en train de se faire, et porte donc un message essentiel que nous devons tenter de saisir.

Les étudiants réagissent de différentes façons à ces activités et débats. L'objectif n'est pas de gagner leur accord ou adhésion à une idéologie donnée, mais de les pousser à développer, plus que jamais, leur capacité critique dans l'émission et réception d'information.

Des débats souvent passionnés suivent ces discussions : comment vont-ils s'adapter aux environnements radicalement différents ? Ou bien la grande question : qui doit en effet s'adapter le plus, et de qui est-ce la responsabilité ? Jusqu'où doit-on aller dans ce travail d'adaptation ?

Dans ces activités, notre rôle, c'est de protéger le droit de tous à la libre expression dans la salle de classe – surtout ceux avec qui on est en désaccord. On peut y parvenir si deux conditions importantes sont satisfaites : le point de départ est critique et informé, et l'intention reste bienveillante.

[Publié le 19 janvier 2017]

Face aux *fake news*, réaffirmer le rôle de formation et de recherche des universités

Gilles Roussel

Président de la Conférence des présidents d'université, Conférence des Présidents d'Université (CPU)



Mike MacKenzie/Flickr, CC BY

L'ampleur des informations disponibles et leur vitesse de circulation sont aujourd'hui inédites. Un nombre croissant d'individus y ont accès : c'est un progrès incontestable. Cependant, le risque est grand d'une équivalence des contenus accessibles et, pire, d'une instrumentalisation, à des fins politiques, de ce qu'on appelle fake news, « faits alternatifs », « vérité ressentie » ou encore « post-vérité ».

Fondés sur l'affect, l'émotion, une idéologie ou des préjugés, ces contenus informatifs peuvent être totalement ou partiellement faux ou mensongers, prendre la forme de « *hoax* » (canulars) ou de « d'intox », et être relayés en connaissance de cause ou involontairement. Ils visent à détourner l'attention, à créer de la confusion ou à décrédibiliser un ou une adversaire politique.

Le procédé n'est pas nouveau. La rumeur, comme la désinformation, largement analysées par

les sciences humaines et sociales, sont à l'œuvre depuis des siècles. Ainsi que le rappelait l'historien Robert Darnton, « la désinformation est une vieille histoire » depuis l'Antiquité. Mais l'actuelle démocratie d'opinion, qui rend plus que jamais possible l'expression de chacune et de chacun dans la sphère publique, n'est pas sans poser question.

Les réseaux sociaux-numériques donnent en effet à toutes et à tous, le sentiment d'être autorisés et légitimes à produire et diffuser ce qu'ils ou elles estiment être de l'information, sans tiers médiateur. C'est alors que la promesse démocratique est rompue car avec la « malinformation », l'accès à la connaissance est perverti.

Les scientifiques ciblés

De nombreux scientifiques expliquent aujourd'hui, à propos des fake news et de la post-vérité, qu'il faut « prendre au sérieux ce que l'adoption d'une nouvelle dénomination nous dit de l'état d'une société ». Dès 2016, l'*Oxford Dictionary*, autorité linguistique s'il en est, a désigné la « post-vérité » comme mot de l'année et l'a intégré dans ses pages en le définissant ainsi : « circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles ».

En Allemagne, la Gesellschaft für deutsche Sprache (« Société de langue allemande ») lui a emboîté le pas, parlant de « vérité ressentie ». En France, le dictionnaire Robert intègrera aussi l'expression dans son édition de 2017. Fake news, faits alternatifs et post-vérité constituent donc un véritable sujet d'intérêt.

Les populations les plus perméables à ces contenus sont celles qui n'ont plus confiance dans les élites. Cette réaction, qui n'a fait que progresser ces dernières décennies, se nourrit d'une impression de mépris venant des gouvernants, des médias et des intellectuels, contre les intérêts et préoccupations du « peuple » qu'il faudrait par ailleurs définir sociologiquement.

Les exemples actuels de populismes sont multiples qui, des deux côtés de l'Atlantique et ailleurs, ont instrumentalisé cette défiance que les champs politique, intellectuel et médiatique ont sous-estimée ou n'ont pas comprise. Les scientifiques ne sont pas épargnés car ils et elles sont considérés comme appartenant aux élites tant décriées, et sont parfois accusés de servir lobbies, intérêts particuliers ou pouvoir en place. Le climatocépticisme, par exemple, procède de cette logique.

Les fake news, un objet de recherche à part entière

Aujourd'hui, journalistes, responsables de réseaux sociaux et décideurs et décideuses politiques s'interrogent. La communauté universitaire ne peut rester à l'écart de ces enjeux. Quel rôle les universités, les scientifiques peuvent-ils, doivent-ils en effet jouer, en tant qu'actrices et acteurs des mutations de l'espace public de débats et en tant que transmetteurs de savoirs ? Comment aider les étudiantes et les étudiants à faire le tri dans la pléthore d'informations quotidiennes, sans mettre en péril la liberté d'expression ?

Comment gérer la question du temps long et du temps court dans le travail de recherche et sa diffusion ? Plus globalement, comment lutter contre la défiance dans la science, notamment au

sein de la jeunesse ?

Alors que les universitaires voient parfois leurs productions renvoyées à une simple « opinion » parmi d'autres, et alors que le fact-checking montre ses limites, la communauté universitaire doit réaffirmer sa responsabilité dans la réhabilitation du savoir, de la science, de la raison, et promouvoir l'argumentation, l'esprit critique, l'analyse des contenus informationnels.

Le combat contre les fake news s'inscrit dans plusieurs des missions des universités : la formation, ainsi que la production, diffusion et valorisation de la recherche et de la culture scientifique et technique. Mais les universités doivent aussi jouer un rôle citoyen dans la cité, en luttant contre l'extrémisme et l'obscurantisme.

C'est pourquoi la Conférence des Présidents d'Université a souhaité, en partenariat avec The Conversation France, s'emparer de ce sujet à l'occasion d'un colloque universitaire qui se tiendra le 15 février à l'université Sorbonne Nouvelle. Il permettra d'aborder, avec des scientifiques de diverses disciplines, les nouveaux objets, méthodes et diffusions du savoir pour combattre les fake news, ainsi que l'engagement intellectuel qui pose, face à ces dernières, de manière renouvelée, la question de l'expertise en démocratie.

[Publié le 13 février 2018]

Citoyens, journalistes et acteurs du numérique : tous à l'assaut des *fake news* ?

François Allard-Huwer

Maître de conférences en information-communication, CREM, Université de Lorraine



Sept types de fake news. FirstDraft/Wardle

En ce début d'année 2018, parmi les annonces les plus remarquées de Marc Zuckerberg figure l'idée de s'appuyer sur les utilisateurs de Facebook pour confirmer les sources de telle ou telle « news ». Le fondateur de Facebook souhaite que son réseau diffuse « plus de nouvelles provenant de sources largement reconnues dans notre communauté », déléguant ainsi une part du travail de vérification et de véridiction de l'information aux utilisateurs et non plus aux seuls médiateurs traditionnels de l'information comme les journalistes – notamment le fact-checking, les chercheurs ou les experts.

Si de nombreux articles journalistiques et travaux universitaires ont été consacrés récemment aux fake news, à la post-vérité et à leurs conséquences, on oublie bien souvent de se pencher sur le difficile travail de décryptage de ces informations fallacieuses tant leur nature est parfois complexe à déterminer.

Premières cibles des « infox », les utilisateurs des réseaux peuvent être les premiers à interroger la nature des informations auxquelles ils sont exposés dans la guerre du faux.

Fake ou pas fake ?

« Fake news », « fausses nouvelles », « alternative facts », « post-vérité » autant de formules qui

circulent activement dans les médias et tout particulièrement sur les réseaux sociaux. Le travail de définition de ces formules et des réalités complexes qu'elles recouvrent n'en est encore qu'à ses débuts.

Leur popularité révèle cependant une certaine confusion dans l'esprit du public voire des professionnels de l'information face à la diversité des éléments qu'elles recouvrent, et certains appellent même à changer de dénomination. En effet, ces termes sont loin de désigner une seule et même dimension du faux, d'autant plus dans le cadre des « fausses nouvelles », tant il est parfois difficile d'établir si un élément est faux ou non, s'il s'agit de « mésinformation (partage malencontreux d'informations incorrectes) » ou plutôt de « désinformation » (création et partage délibéré d'informations fausses).

Il s'agit alors de distinguer la nature – parodie, faux contexte ou contenu fabriqué – des intentions – enrichissement, mauvais journalisme ou envie de nuire – de ceux qui créent, profitent et diffusent de fausses informations. Pour les professionnels de l'information, il faut aussi repérer le « *click bait* » profitant, par exemple, d'une actualité, ou la révélation d'un supposé complot, ce qui ne manque pas de faire rire les internautes. Petit retour sur quelques décryptages.

#Macronleaks : un travail de décryptage à plusieurs niveaux (sémiotiques)

Deux jours avant le second tour de l'élection présidentielle, opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, à seulement quelques heures de la fin de la campagne officielle, un nombre important de prétendus documents appartenant à En Marche fuient sur les réseaux sociaux. Sous le hashtag : #Macronleaks, la nouvelle circule sur Twitter, relayée par Wikileaks et reprise également par l'ancien numéro deux du Front national, qui la juge alors crédible. En marche réagit en affirmant qu'une partie des documents est bien issue d'un piratage visant à influencer les résultats de l'élection.

Dans le même temps, de nombreux utilisateurs des réseaux, journalistes, professionnels des médias et du numérique se penchent sur les emails, données et les documents « fuités ». Ainsi, une photo d'un soi-disant tweet envoyé aux militants d'En marche pour perturber une manifestation contre Marine Le Pen, s'avère être un faux grossier généré maladroitement qui décroche même la « palme du ridicule » sur le site Hoaxbuster.

Faisant preuve d'un certain flair sémiologique, certains internautes montrent le caractère fallacieux de ce « *leak* » en questionnant à la fois la véracité des contenus (le message porté par le texte) et la véracité des documents (le format de l'heure sur le message). Les commentaires des cadres du Front national dans cette affaire sont néanmoins très intéressants ; pour eux, peu importe la véracité ou non du faux, ce qui compte c'est que « tout le monde pensait qu'il était vrai au départ », et plus encore qu'il « est d'autant plus vrai qu'il correspond exactement à ce qu'il s'est passé ». Le faux devient alors un fait alternatif, quelque chose qui aurait pu être la vérité, pour ceux qui cherchent à défendre le « fake » ou à se défendre d'avoir participé à sa circulation et à une opération nette de propagande.

#Ernottegate : une fausse fake news ?

Avec les « fake » rien n'est pourtant simple et, dans certains cas, le consensus sur l'interprétation même de la nature du faux déchaîne les passions et les conflits entre les médiateurs de l'information.

Ainsi, lorsque Buzzfeed dénonce une fausse vidéo montée de toutes pièces pour créer un scandale contre Delphine Ernotte, présidente de France Télévision, et relayée par David Rachline, nombre de journalistes font circuler l'information et attestent la thèse d'un faux. Cependant, Libération réfute la thèse de la fake news, arguant que la nature parodique du contenu est mise en avant par David Rachline lui-même.

S'agit-il d'un fake, d'un faux fake, d'une vraie parodie ou d'un vrai fake qui se fait passer pour une parodie (et probablement un bon piège à clics pour faire du buzz) ? Le FN joue nettement sur la confusion entre les différents types de faux, arguant la parodie quand il y a contenu fabriqué et fallacieux, pour se jouer des médias et des journalistes ou en alimentant des initiatives de « réinformation » à l'encontre des « médias officiels ». Nonobstant les intentions de ses créateurs, la vidéo est prise au sérieux par de très nombreux militants du Front national.

Ce point nous rappelle que, quel que soit l'époque où circulent de fausses informations, ceux qui les créent font non pas simplement preuve d'un « mépris absolu et total de la vérité » mais également d'un mépris « des facultés mentales de ceux à qui elles s'adressent » (Alexandre Koyré, 1943, « Réflexions sur le mensonge »). Les militants du Front (qui n'ont pas perçu l'ironie de David Rachline) apprécieront...

Interroger l'écosystème de l'information, stimuler le sens critique du public

Face à l'explosion de fausses informations, ces deux exemples nous montrent qu'il n'est pas possible d'apporter une réponse simple au phénomène et que le travail des médias seuls n'est pas suffisant, d'autant plus auprès de certains publics qui ne leur accordent plus leur confiance.

Si les réseaux socionumériques s'associent avec les médias pour mettre en place des initiatives de vérification des informations, c'est avant tout la question de la crédulité de certains internautes qu'il faut adresser afin d'enrayer la propagation de faux tout comme la fameuse « économie du clic ».

Sans pour autant sombrer dans la judiciarisation proposée par le Président Macron, l'implication de la société civile en tant que médiateur des contenus, tout comme un travail d'éducation aux médias et de littératie numérique pour les citoyens doivent accompagner les initiatives des acteurs des médias et ce en premier lieu à l'université.

[Publié le 4 février 2018]

Vérifier les informations face à la dictature de l'instantané

Pierre Memheld

Responsable du Master Intelligence Economique et Gestion du Développement International,
Université de Strasbourg



Intervention artistique dans les couloirs du métro parisien en 2007. Gilles Jlein/Flickr, CC BY-SA

L'actualité récente regorge de fausses informations, de rumeurs, de « faits alternatifs » ou de désinformation pure et simple. Le défi est double : d'une part arriver à suivre le rythme de l'information diffusée par de plus en plus de canaux et d'intermédiaires, les médias ; d'autre part, réussir à vérifier l'information diffusée pour s'assurer de son exactitude ou objectivité. La nature même des médias, eux-mêmes confrontés aux défis ci-dessus, est d'assurer un droit du public à une information de qualité, complète, libre, indépendante et pluraliste.

Or, les formats papiers, télévisuels ou même Internet sont de plus en plus contraints. Peut-on fournir en 1/8e de page, ou en 30 secondes, une information complète ? Comment faire pour fournir une information indépendante lorsque tous les groupes de presse appartiennent à des fortunes privées ? Où trouver chaque jour des spécialistes, experts, de sujets pour apporter leur analyse en continu ?

Face aux « opérations d'information » russes, efficaces car venant en soutien à leurs opérations tactiques, ou aux déclarations du Président Trump, tonitruantes mais correspondant à ses déclarations de campagne, des médias ont commencé à réagir. Certains proposent des

« ressources pour la collecte et la vérification d'informations à destination des journalistes » ou
« un outil de vérification de l'information ... les Décodeurs, venons en aux faits ».

On pourrait critiquer ces initiatives en remettant en doute leur objectivité, les médias présentant souvent une orientation politique, présentée comme ligne éditoriale, contraire à la charte de déontologie de la profession en France :

« un journaliste tient l'esprit critique, la véracité, l'exactitude, l'intégrité, l'équité, l'impartialité, pour les piliers de l'action journalistique ; tient l'accusation sans preuve, l'intention de nuire, l'altération des documents, la déformation des faits, (...) la non vérification des faits, pour les plus graves dérives professionnelles (...) proscrie tout moyen déloyal et vénal pour obtenir une information (...) n'utilise pas de la liberté de la presse dans une intention intéressée (...) ne confond pas son rôle avec celui du policier ou du juge ».

Cette approche est saine d'autant que la diffusion d'information volontairement, ou non, fausses ou biaisées peut avoir des conséquences judiciaires, jugée comme diffamation, violation du secret défense ou du secret de l'instruction.

Un exemple de fausse information économique : Vinci

Il faut ici mettre cette problématique en perspective avec un cas récent ayant touché la société Vinci : le 22 novembre 2016, le cours en bourse de la société a brusquement chuté après la diffusion à quelques rédactions, et aux principales agences d'information, d'un faux communiqué annonçant le licenciement du directeur financier de la société suite à de mauvais résultats.

Malgré des « indices étonnants » certaines des agences, dont une très importante en matière financière (Bloomberg), ont diffusé ce communiqué, sans aucune vérification, entraînant une perte de capitalisation de 7 milliards d'euros sur 36 le jour même. Pire, un faux démenti est parvenu aux rédactions. Le vrai démenti de Vinci est arrivé immédiatement après.

En l'espace d'une heure pourtant le mal était fait : le temps de l'attaque rends difficile la vérification du fait, au vu des volumes d'informations ne serait ce que sur cette société, l'action se déroulant sur moins d'une heure. On pourrait alors dire que les médias diffusent de fausses informations en oubliant qu'une partie des communiqués sont générés et utilisés quasi automatiquement par des robots. Au demeurant la sensibilité du sujet, et le fait que des cas similaires ont déjà eu lieu, devrait pousser les rédactions à une attention particulière pour les informations dont la diffusion a clairement un impact financier et donc social.

Accélération, accumulation

Certains journalistes eux-mêmes ont conscience de ces problématiques, en particulier de la « dictature de l'instantané », le fait de devoir produire en permanence du contenu menant à confondre avis, sentiment, opinion, réaction et informations ou faits, dans un « éditorialisme en continu ». En mettant à disposition des outils et méthodes, les médias ne font que décaler le problème du producteur vers le consommateur. Or à son échelle, le consommateur/lecteur n'a pas le temps de mettre en application cette approche. Si tant est qu'il le veuille : car l'individu a

naturellement des jugements, avis et biais cognitifs qui lui font choisir un média ou préférer une idée, posture et idéologie en particulier.

Malgré cette limite, contradictoire avec le fait de lire, de se bâtir sa propre conviction ou d'avoir l'esprit critique, du fait de l'accélération de la vie personnelle ou professionnelle et de la diffusion de plus en plus massive d'informations, seule la vérification des faits, la diversité des sources en plusieurs langues si besoin et l'utilisation de méthode permet de distinguer faits, information (faits exploités et mis en forme) et opinions. Mais là apparaît un nouvel obstacle : pouvons-nous vérifier une information ?

Les limites du savoir ou le biais de la connaissance

La multiplicité des sites Internet de référence, pour s'en tenir au média le plus accessible et disponible, semble l'affirmer : nous pouvons explorer le monde par imagerie satellite, trouver des données macro-économiques sur tous les pays, reconstituer les parcours et réseaux des dirigeants, ou acheter en un clic tous les livres sur un sujet.

Mais il s'agit d'une illusion d'information : les moteurs de recherche ne couvrent pas la totalité du net ; de nombreux sites sont inaccessibles ou payants ; la masse d'information réellement disponible dépasse le temps de traitement disponible. Ce biais de connaissance est induit par les moyens technologiques mis à notre disposition.

Même les méthodes de visualisation des données les plus performantes, l'analyse des big data, ne peuvent traiter que les informations que nous leur fournissons. Au demeurant les utiliser, en connaissant cette limite, permet de représenter une réalité, celle que l'on a choisi d'étudier, et non pas la réalité dans son ensemble.

En matière de méthodologie on doit rappeler qu'il faut qualifier l'information mais également sa source de façon indépendante : des sites sérieux ont diffusé de fausses information (a posteriori celles sur les armes de destruction massives en Irak) et des séries télé ou des romans, par définition imaginaires, ont annoncé des scénarii qui se sont déroulés.

Les sites dits complotistes ont eux un objectif annoncé à savoir servir de caisses de résonance aux opérations d'information d'un pays ou de l'autre. Les États-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne et la France ont théorisé l'utilisation des actions psychologiques en soutien à leurs opérations militaires, avec l'utilisation des réseaux sociaux pour diffuser des messages calibrés ou capter du renseignement. Et c'est là que nous atteignons l'ultime limite de la vérification de l'information : certaines sont confidentielles, certaines sont techniques et certaines sont créées pour une opération d'influence.

Un exemple dont nous ne pouvons pas encore connaître tous les tenants et aboutissants : l'annonce du piratage du réseau électrique Nord américain par des hackers russes fin décembre 2016. Après que le Washington Post l'ait annoncé comme tel, dans le contexte que nous connaissons, l'article a été amendé suite à la modération des autorités officielles elles-mêmes. Sans parler de l'action politique ou médiatique, il est difficile pour un lecteur, même averti de vérifier par lui-même la réalité de cette attaque, qui plus dans un domaine où la danse des miroirs est techniquement faisable.

En conclusion, il faut garder à l'esprit que « le paysage narratif devient un champ de bataille permanent » où seule « l'éducation aux médias et à l'information, et la formation de futurs citoyens et citoyennes critiques » permet non pas d'avoir une réponse définitive, tant les intérêts privés et politiques s'entrechoquent, mais de pondérer l'information transmise, par la connaissance des limites de chaque élément de la chaîne de transmission.

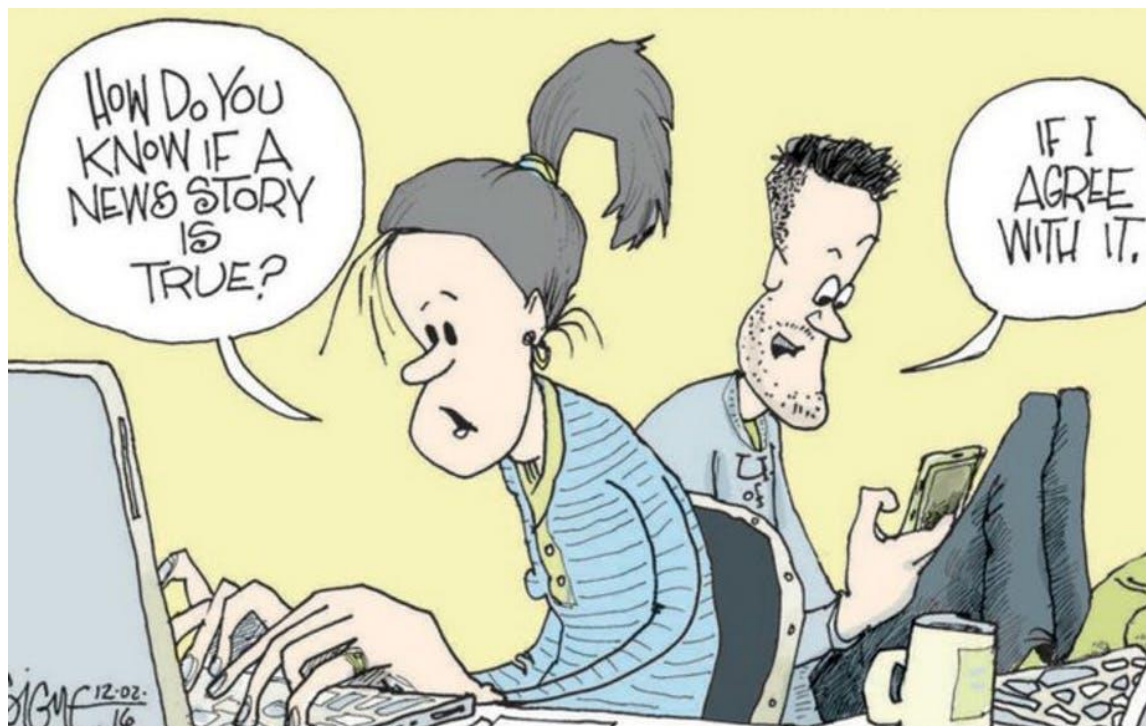
On peut aussi citer l'utilisation de méthodes d'analyse, certes issues du renseignement, pour avancer en fonction des informations trouvées et qualifiées : la méthode des hypothèses comparées par exemple permet de réfléchir à toutes les possibilités tout en restant dépendante de ses « *inputs* ». Car l'information est un cycle, pas une série de points...

[Publié le 12 février 2017 sous le titre original :
« Vérifier les informations à l'heure de la post-vérité et du big data]

Science contre *fake news*, la bataille est engagée

Boris Chaumette

Psychiatre, neurobiologiste, McGill University



Elle : « Comment tu peux savoir si une nouvelle est vraie? ». Lui « Si je suis en accord avec ». [Signe Wilkinson](#)

Si les rumeurs existent depuis l'Antiquité, le phénomène des fake news est apparu plus récemment avec l'essor de nouveaux médias. Le dictionnaire de référence britannique, *Collins*, a d'ailleurs élu cette expression mot de l'année 2017 et l'a désormais inscrit dans son thésaurus. Nous serions entrés dans une ère de post-vérité où les faits se confondent avec les mensonges. Face à ce danger, venant parfois des plus hautes sphères du pouvoir, les scientifiques tiennent la tranchée. Ainsi, lorsque Donald Trump a eu recours à des fake news pour justifier la sortie des USA de l'accord de Paris, en réponse, un mouvement de contestation a émergé avec l'organisation de Marches pour la Science.

À cette occasion, le physicien du CERN James Beacham qui organisait la marche en Suisse a déclaré : « Nous considérons que la [science] bénéficie à l'humanité et qu'elle doit donc être encouragée. Cela peut sonner comme une évidence, mais cette idée n'est plus soutenue par une partie de la population et par certains gouvernements ».

La science peut-elle réellement combattre les mensonges et peser dans le débat public ?

La science repose sur l'analyse de faits permettant l'élaboration de théories qui tendent à la généralisation et permettent des prédictions. Elle n'est pas exempte d'erreurs et d'approximations, d'autant plus que les faits sont issus d'expériences complexes. Ainsi, si un médicament est testé dans plusieurs études, il peut montrer une efficacité dans neuf études et échouer dans une seule, du fait d'une méthodologie inadéquate ou même par le fait statistique (plus on répète un test, plus on a un risque d'erreur).

Statistiquement, le médicament sera considéré comme efficace. Cependant, en sélectionnant la seule étude négative, il est possible de faire croire que le médicament est inefficace. Les chercheurs ont appris à interpréter les études dans leur globalité, en prenant en compte ces discordances inévitables et à manier les statistiques. La réplication d'un résultat est devenue un critère majeur avant d'affirmer qu'un fait est réel.

De plus, lorsqu'une théorie scientifique est inventée, elle l'est à partir des données actuelles. Cependant, de nouvelles données peuvent surgir et venir contredire la théorie qui est alors abandonnée. La science repose sur cette idée de remise en cause et d'évolution des connaissances.

Karl Popper s'est intéressé à définir les critères de la scientificité (voir Conjectures et réfutations, La croissance du savoir scientifique). Pour le philosophe, l'un des critères essentiels pour définir la science n'est pas la vérité mais la réfutabilité. Selon cette définition, la théorie darwinienne de l'évolution est plus scientifique que la Genèse biblique car elle se prête aux critiques de nouveaux faits.

En revanche, la religion n'est pas scientifique car l'argument de la Création par Dieu ne peut pas trouver de contradictions par les faits. Selon un sondage IFOP la part de personnes qui sont d'accord avec l'affirmation « Dieu a créé l'homme et la Terre il y a moins de 10 000 ans » est cependant de 18 % en France.

Pourquoi les fake news résistent au discours rationnel ?

La démarche scientifique est infiniment plus complexe que les mécanismes à l'origine des fake news. Il est devenu plus facile de propager rapidement via Internet une fausse information que de collecter patiemment les faits permettant la construction d'une théorie étayée. De plus, les statistiques sont devenues une composante essentielle à la démarche scientifique pour déterminer si les faits donnent raison à une théorie. Mais les statistiques sont mal comprises par une large part de la population.

Les psychiatres s'intéressent également depuis longtemps aux mécanismes de pensée qui font qu'un individu résiste à des arguments rationnels. Pour expliquer les symptômes des patients souffrant de schizophrénie, le scientifique Kapur a par exemple proposé que l'excès de dopamine dans certaines régions cérébrales causerait une anomalie de la « *salience* ». La *salience* renvoie à l'attention donnée à certains phénomènes, plutôt qu'à d'autres, permettant ainsi un tri dans les informations. Lorsque ce tri est systématiquement biaisé, un délire peut

survenir. Sans faire des adeptes de fake news des malades mentaux, il existe cependant des biais cognitifs qui provoquent une résistance psychique aux données de la science.

Par exemple, les fake news sélectionnent souvent les informations qui vont dans leur sens, ignorant les discordances entre les études. C'est ce qu'on appelle un biais de sélection. Ce biais est également proche du biais de confirmation qui consiste à ne prendre en considération que les informations qui confirment ses croyances et à ignorer ou discréditer celles qui les contredisent.

Le biais de représentativité est un raccourci mental qui consiste à porter un jugement à partir de quelques éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs. Souvent ces biais sont associés au biais d'ancrage qui est la tendance à utiliser une information comme référence, généralement car il s'agit du premier élément d'information acquis sur le sujet. Ces biais s'opposent à la démarche scientifique qui nécessite des répliques et une remise en cause constante de ses connaissances acquises.

Un biais de négativité existe également et repose sur la tendance à donner plus de poids aux expériences négatives qu'aux expériences positives et à s'en souvenir davantage.

Ainsi les effets secondaires d'un traitement seront plus reconnus que les bénéfices. Le biais d'omission consiste à considérer que causer éventuellement un tort par une action est pire que causer un tort par l'inaction. Ainsi certains choisiront de refuser la vaccination pour leurs enfants considérant qu'il est plus grave de déclencher un effet secondaire par une injection que de voir son enfant mourir de la rougeole par refus des soins.

L'illusion de corrélation consiste à percevoir une relation entre deux événements non ou faiblement reliés car ils apparaissent temporellement proches. Par exemple, un symptôme survenant après la prise d'un médicament peut être attribué à ce traitement alors qu'il survient du fait de la maladie sous-jacente.

Quelles missions pour les scientifiques ?

La démarche scientifique est donc complexe contrairement aux fake news qui s'appuient sur des biais de raisonnement présents chez chacun de nous. La science est plus exigeante qu'un simple clic sur Internet. Dans un monde où le flot d'information est constant, il devient difficile de mesurer la véracité de chaque information ce qui revient à faire confiance à la source de l'information. Certains individus, en rupture avec le système médiatique actuel, vont privilégier des sites d'information alternative.

Cette question de la confiance est essentielle quand on voit la succession des paniques sanitaires où la parole des médecins est mise en doute. La part des personnes d'accord avec l'affirmation « Le ministère de la Santé est de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher au grand public la réalité sur la nocivité des vaccins » a été estimée à 55 % ce qui éclaire bien le discrédit des instances sanitaires.

Face à ces mécanismes, les scientifiques doivent assumer leur mission. Celle de faire avancer les connaissances mais également de les propager dans la société. En ce sens la vulgarisation des

connaissances est un enjeu majeur dans une société progressiste. Les scientifiques sont insuffisamment formés et ont souvent des idées fausses sur la vulgarisation.

Or la vulgarisation est importante pour diffuser les résultats en dehors de la communauté restreinte des chercheurs spécialisés et pour éclairer le débat public. Il est impossible de laisser la vulgarisation aux seuls journalistes qui, s'ils maîtrisent les outils de communication, n'ont pas toujours le recul nécessaire pour rendre compte de manière fiable d'une avancée scientifique complexe. Des séances de formation à la communication commencent à être organisées au sein de la communauté scientifique.

Une demande d'information scientifique

La population est en demande d'information scientifique ce qui se mesure par exemple à la popularité du hashtag #scicomm sur Twitter. Les scientifiques devraient également davantage investir les réseaux sociaux qui sont des lieux où les informations sont encore trop souvent laissées aux complotistes.

Dans une société progressiste, les scientifiques ne devraient pas seulement se préoccuper de leurs recherches mais expliquer quelle est leur démarche, éclairer le débat public, démontrer pourquoi il faut refuser les certitudes et apprendre à penser tout en doutant de ses connaissances. Ils devraient utiliser les différents médias à leur disposition pour ce travail, rayonnant hors de leur laboratoire et menant inlassablement le combat contre l'obscurantisme.

Le gouvernement promet une loi contre les fake news. Mais cela est-il de nature à redonner confiance aux citoyens dans l'information officielle ou à les pousser vers d'autres sources d'information alternative encore moins contrôlables ? Plutôt que de légiférer sur un problème spécifique, ne vaut-il pas mieux prendre le problème à la racine et poursuivre l'immense tâche d'éducation populaire qui nous fait face ?

[Publié le 25 janvier 2018]